

## **PROJET DE CONVENTION ENVIRONNEMENTALE CONCERNANT L'OBLIGATION DE REPRISE DES DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES**

Vu la directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Vu l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets;

Vu l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 modifiant, en ce qui concerne les déchets d'équipement électriques et électroniques, l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination ;

Vu la convention environnementale relative à l'obligation de reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques entrée en application le 19 mars 2001;

Vu que, conformément à l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 avril 2004 relatif aux conventions environnementales, le projet de convention environnementale a fait l'objet d'une consultation publique et d'une publication au Moniteur belge en date du **[date]**;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du **[date]** portant approbation de la présente convention environnementale;

Vu l'unité du marché belge en matière d'équipements électriques et électroniques;

Considérant qu'une transparence est requise en matière de fonctionnement du/des organisme(s) de gestion à l'égard des pouvoirs publics;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir, dans la convention environnementale, des principes et procédures devant être respectés par les organisations et le(s) organisme(s) de gestion lorsqu'il(s) conclu(en)t des contrats concernant la collecte ou le traitement de DEEE.

Considérant la mission de l'Agence régionale pour la propreté en matière de propreté et de salubrité publique, conformément à l'Ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté.

## **LES PARTIES SUIVANTES :**

1° la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par Monsieur C. PICQUE, Ministre-Président et par Madame E. HUYTEBROECK, Ministre de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

ci-après dénommée "la Région";

2° les organisations suivantes:

- [Alia Security], établie Esplanade du Heysel - Buro en Designcenter boîte 35, à 1020 Bruxelles, représentée par [Monsieur Patrick Vervaele, administrateur]
- [ABMD] ASBL, établie Esplanade du Heysel boîte 46, à 1020 Bruxelles, représentée par [Monsieur Ivan Vandermeersch, directeur]
- [Agoria Bruxelles], établie Boulevard Auguste Reyers 80, à 1030 Bruxelles, représentée par [Madame Floriane de Kerchove, Directeur Agoria Bruxelles et Monsieur Christian Vanhuffel, directeur Agoria Electro & TIC]
- [ANPEB], établie Avenue Maurice Herbette 38, à 1070 Bruxelles, représentée par [Monsieur Pol Carette, directeur général]
- [Fedis], établie avenue E. Van Nieuwenhuysse 8, à 1160 Bruxelles, représentée par [Monsieur Dominique Michel, administrateur délégué.]
- [FEE], établie Excelsiorlaan, 91, à 1930 Zaventem, représentée par [Monsieur Daniel Noé, président.]
- [Nelectra], établie Stationlei 78 bus 1/1, à 1800 Vilvoorde, représentée par [Monsieur Eric Claus, président]
- [Udias], établie Tienne du Golf 26, à 1390 Grez-Doiceau, représentée par [Monsieur Frank Huybrechts, président et Willy Stelzer, directeur]
- [Unamec], établie Koning Albert I laan 64, à 1780 Wemmel, représentée par [Monsieur Richard Van den Broeck, directeur.]
- FEDAGRIM, établie Avenue Jules Bordet 164 boîte 4, à 1140 Bruxelles, représentée par [M. Jan Packo, Président]
- IMCOBEL, établie Avenue Jules Bordet 164, à 1140 Bruxelles, représentée par [M. Jean-Pierre Van Keer, Président]
- [GDA], établie à Avenue Marcel Thiry 204, 1200 Bruxelles, représentée par [Monsieur Hans Craen, Secrétaire-général]
- UBELMA, établie Boulevard Auguste Reyers 80, à 1030 Brussel, représentée par Monsieur Philippe Claes, président ;

ci-après dénommées "les Organisations";

## **CONVIENNENT CE QUI SUIT :**

### **CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1 : Objectifs**

§ 1. La présente convention environnementale a pour but de définir, sous forme de règles explicatives plus spécifiques, les règles de base générales et les objectifs visés en matière

d'obligation de reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004.

§ 2. La convention a pour but d'optimiser la gestion collective des déchets d'équipements électriques et électroniques en stimulant la prévention, conformément à l'article 5 de la présente convention, la réutilisation des équipements, la collecte sélective et le traitement adapté des déchets d'équipements électriques et électroniques, afin de réduire la quantité des déchets à éliminer et d'atteindre, au minimum, les objectifs fixés par la réglementation, compte tenu des considérations organisationnelles et techniques, et des aspects économiques, environnementaux et sociaux qui sous-tendent le développement durable.

§ 3. La convention s'efforce également d'harmoniser les modalités d'exécution de l'obligation de reprise entre les trois Régions.

§ 4. Enfin, la convention vise le développement d'entreprises d'économie sociale actives dans la collecte, le tri, la réutilisation et éventuellement le traitement des DEEE.

## **Article 2 : Définitions**

§ 1. Les concepts et définitions cités dans l'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets, ainsi que dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, sont applicables à la présente convention.

§ 2. Les définitions complémentaires suivantes sont décrites pour l'application de la présente convention environnementale :

1° Organisme de gestion : association sans but lucratif, constituée par un(e) ou plusieurs organisations et/ou membres d'une organisation, en application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 et ayant pour but de réaliser les objectifs de la présente convention et du contrat conclu avec les contractants participants pour une liste d'équipements convenus. L'organisme de gestion a pour unique but statutaire l'application de l'obligation de reprise relative à la liste des équipements convenus, pour le compte des membres des fédérations signataires et des adhérents au système collectif.

2° Personne morale de droit public (PMDP) : l'Agence régionale pour la propreté, « Bruxelles-Propreté », créée par l'Ordonnance du 19 juillet 1990.

3° Secteur de la réutilisation :

La PMDP et l'ensemble des entreprises d'économie sociale et autres entreprises de réutilisation acceptées par Bruxelles Environnement - IBGE.

4° Entreprise d'économie sociale: entreprise répondant aux cinq critères suivants:

1. La finalité de service aux membres ou à la collectivité;
2. L'autonomie de gestion;
3. Le processus de décision démocratique;
4. La primauté des personnes et du travail dans la répartition des revenus;

5. La volonté d'entreprendre dans une logique de développement durable respectueux de l'environnement.
- 5° EEE: équipements électriques et électroniques.
- 6° EEE ménagers : les équipements électriques et électroniques destinés à un usage ménager ou un usage commercial, industriel ou institutionnel similaire à un usage ménager.
- 7° EEE professionnels : les équipements électriques et électroniques autres que ménagers ;
- 8° DEEE: déchets d'équipements électriques et électroniques.
- 9° DEEE ménagers: Les DEEE provenant des EEE ménagers.
- 10° DEEE professionnels: DEEE autres que ménagers.
- 11° organisme d'exécution : Association à laquelle l'organisme de gestion délègue de manière générale la mise en œuvre pratique et conforme aux dispositions de la présente convention d'une ou plusieurs des tâches suivantes:
- l'organisation de la collecte des DEEE;
  - l'organisation du traitement des DEEE;
  - l'information à tous les acteurs concernés par l'exécution de la présente convention ;
  - le monitoring des résultats de collecte et/ou de traitement des DEEE.
- 12° Collecte quadrillée: Collecte de DEEE auprès de points de collecte sur instruction de l'organisme de gestion.
- 13° Transport : Transport en vrac de DEEE à un centre de traitement.
- 14° Traitement : Toute opération suivant l'arrivée des DEEE dans les installations de dépollution, de démontage, de broyage, de valorisation ou de préparation à l'élimination, ainsi que toute autre opération effectuée en vue de la valorisation et/ou de l'élimination des DEEE.
- 15° Membre : La personne physique ou morale membre d'une organisation signataire et ayant donné mandat à cette organisation en vue de l'exécution de son obligation de reprise.
- 16° Adhérent : Le tiers qui adhère au système collectif mis en place conformément à la présente convention.

### **Article 3 : Champ d'application**

§ 1. La présente convention environnementale porte sur les catégories d'EEE énumérées à l'annexe IA et IB de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 dont le détenteur se défait ou a l'intention ou l'obligation de se défaire.

La reprise des lampes usagées fait l'objet de dispositions particulières complémentaires ou dérogatoires figurant en annexe 1.

La reprise des déchets de dispositifs médicaux électriques et électroniques et d'appareillages de laboratoires électriques et électroniques fait l'objet de dispositions particulières complémentaires ou dérogatoires figurant en annexe 2.

La reprise des détecteurs de fumée fait l'objet de dispositions particulières complémentaires ou dérogatoires figurant en annexe 3.

§ 2. Font partie du champ d'application de la présente convention tant les DEEE ménagers, que les DEEE professionnels.

§ 3. Bruxelles Environnement - IBGE établit et met à jour, sur proposition de et en concertation avec les organisations concernées, une liste des équipements tombant dans le champ de la définition des EEE et auxquels s'applique une obligation de reprise. Cette liste est utilisée pour déterminer si l'on doit considérer un produit comme EEE relevant du champ d'application de la présente convention environnementale.

§ 4. Chaque organisme de gestion dresse, en concertation avec les organisations concernées et en distinguant les EEE ménagers des EEE professionnels, des listes d'équipements pour lesquels l'organisme de gestion applique l'obligation de reprise des producteurs et importateurs. Les modifications seront communiquées par l'organisme de gestion aux membres et aux adhérents, au secteur de la distribution et à Bruxelles Environnement - IBGE, 6 mois avant leur entrée en vigueur.

§ 5. Pour chaque produit pour lequel un membre d'une organisation ne dépose aucune déclaration auprès de l'organisme de gestion, car ce produit ne se trouve pas sur les listes visées au § 4, le membre en question doit disposer d'un plan approuvé de prévention et de gestion des déchets, être concerné par une autre convention environnementale, ou faire appel à un organisme de gestion agréé.

§ 6. La liste, précitée au § 4, des équipements que l'organisme de gestion reprend est disponible en version officielle auprès de l'organisme de gestion et de Bruxelles Environnement - IBGE. L'organisme de gestion met une copie de la liste des équipements visée au § 4 à la disposition de chacun de ses membres ou adhérents qui en exprime la demande. Bruxelles Environnement - IBGE met à la disposition de quiconque le demande une copie de la liste précitée au § 3 des équipements tombant dans le champ d'application de la législation.

#### **Article 4 : Cadre juridique**

§ 1. La convention environnementale est conclue entre les parties précitées en application de l'article 4 de l'arrêté du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion et conformément à l'ordonnance du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales. La présente convention lie les parties signataires ainsi que les membres des organisations ayant donné mandat à leur organisation, lesquels sont appelés "les membres" dans le cadre de cette convention. Des tiers, appelés "les adhérents" dans le cadre de la présente convention, peuvent adhérer au système collectif. Les adhérents doivent alors fournir à Bruxelles Environnement - IBGE la preuve de leur adhésion, ce qui ne les exonère pas du dépôt d'un plan de prévention et de gestion individuel des déchets précisant de

quelle manière ils satisfont à leurs obligations.

§ 2. Aux fins d'exécuter la convention environnementale, un contrat d'adhésion type est signé entre les membres et les adhérents d'une part, et l'organisme de gestion d'autre part. Le contrat d'adhésion type garantit la non-discrimination et l'absence de distorsion de concurrence entre les contractants et vise la simplification administrative dans la mesure du possible. Un modèle de contrat d'adhésion type est présenté à Bruxelles Environnement - IBGE pour avis deux mois avant la signature du premier contrat d'adhésion type. Un avis négatif est contraignant lorsqu'il est dûment motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention, en ce compris ses objectifs explicites. Bruxelles Environnement - IBGE dispose de deux mois pour formuler son avis. Si aucun avis n'est donné durant cette période, l'avis sur le modèle de contrat est présumé positif. Lorsque Bruxelles Environnement - IBGE demande un complément d'information par lettre recommandée, le délai peut être prolongé d'un mois maximum, à partir de la réception de toutes les informations demandées.

Les organismes de gestion communiquent la liste des adhérents à Bruxelles Environnement – IBGE, en la rendant accessible sur le site internet de l'organisme d'exécution.

§ 3. Le contrat d'adhésion contient les dispositions nécessaires garantissant le financement de l'exécution de l'obligation de reprise pour les équipements mis sur le marché par le producteur pendant la durée du contrat d'adhésion, même si à l'issue du contrat d'adhésion, le producteur n'est plus lié par une convention environnementale. La signature du contrat d'adhésion et le paiement régulier des cotisations environnementales dues par le producteur, conformément aux dispositions de l'organisme de gestion, sont considérés comme une participation du producteur aux systèmes financiers adéquats pour le financement de la gestion des DEEE, et constituent par conséquent une garantie que la gestion des DEEE sera financée.

§ 4. La liste des membres des organisations ayant désigné un mandataire est présentée à Bruxelles Environnement - IBGE par les organisations. Les organisations s'engagent à actualiser régulièrement cette liste en concertation avec les organismes de gestion et, en cas de modifications, à les communiquer sans délai à Bruxelles Environnement - IBGE. Les adhérents se font connaître à l' IBGE.

§ 5. Les organisations s'engagent à informer leurs membres des obligations qui découlent de la présente convention.

§ 6. Bruxelles Environnement - IBGE dresse une liste des entreprises qui ont présenté un plan de prévention et de gestion individuel des déchets. Celle-ci est mise à disposition de l'organisme de gestion et des organisations.

## **CHAPITRE 2 : PRÉVENTION ET RÉUTILISATION DES ÉQUIPEMENTS**

### **Article 5 : Prévention**

§ 1. Les mesures développées par les organismes de gestion en matière de prévention quantitative et qualitative des déchets figurent au plan de prévention et de gestion établi conformément à l'article 14. Ces mesures sont détaillées séparément pour les EEE ménagers et pour les EEE professionnels.

§ 2. Les organisations ou, à défaut, les organismes de gestion informent leurs membres de leurs devoirs en matière de prévention; ils les encouragent/stimulent et, si possible, les soutiennent au travers d'initiatives visant à favoriser la prévention quantitative et qualitative et la réutilisation des EEE en encourageant notamment la distribution de pièces détachées pendant une période raisonnable suivant la mise sur le marché des équipements correspondants. Ils les informent des obligations prévues par l'Arrêté Royal du 12 octobre 2004 relatif à la prévention des substances dangereuses dans les EEE.

§ 3. Les producteurs veillent à ne pas compliquer la réutilisation des DEEE par des caractéristiques de conception ou des procédés de fabrication particuliers, à moins que ces caractéristiques de conception ou ces procédés de fabrication présentent des avantages déterminants en termes de protection de l'environnement et/ou de sécurité.

§ 4. Les producteurs font annuellement rapport à Bruxelles Environnement - IBGE sur les initiatives qu'ils ont prises et lui communiquent un état de la situation en matière de prévention. Les organisations peuvent accomplir cette tâche pour leurs membres. Les adhérents doivent le faire individuellement.

§ 5. Afin de favoriser la prévention quantitative et qualitative, les producteurs fournissent, conformément à l'article 36 quater de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, des informations sur la réutilisation et le traitement pour tout nouveau type d'appareil électrique ou électronique introduit sur le marché, et ce dans l'année au cours de laquelle ils les ont introduits sur le marché. Ces informations concernent les différents composants et matériaux des équipements ainsi que la composition des équipements, notamment concernant les substances dangereuses. Ces informations sont fournies sur demande sous forme de manuels ou par voie électronique aux centres de réutilisation, aux centres de traitement et de recyclage et à Bruxelles Environnement - IBGE, par les producteurs des équipements électriques ou électroniques.

## **Article 6 : Réutilisation des équipements**

### **§ 1. Dispositions générales :**

La priorité est donnée à la réutilisation des équipements. Tous les DEEE collectés doivent pouvoir être triés en équipements réutilisables et en équipements non réutilisables. Lors de l'appréciation de la possibilité de réutilisation, la justification écologique de la réutilisation d'un appareil est examinée, notamment en fonction de sa consommation en énergie et en eau. Les critères utilisés sont repris dans le plan de réutilisation visé au § 2.

Si un appareil est réparé avec des pièces non originales avant d'être remis en service, la personne qui remet l'appareil en service doit assurer que l'appareil répond à toutes les législations et à toutes les normes auxquelles il répondait, sauf défaut de fabrication, au moment de sa première mise sur le marché. Le fabricant initial ne peut être tenu pour responsable des dommages ou vices résultant de la réparation en cas de réparation avec des pièces non originales. Pour l'application de la présente disposition, on entend par pièce originale la pièce qui est soit identique, soit au moins analogue à la pièce de rechange originale quand la pièce originale n'est plus disponible, par exemple à la suite de progrès techniques ou de l'abandon de la production de l'ancienne pièce. Cette disposition est reprise dans chaque accord de

collaboration que l'organisme de gestion ou l'organisme d'exécution conclut avec une entreprise du secteur de la réutilisation.

L'organisme de gestion transmet à Bruxelles Environnement - IBGE une liste des entreprises du secteur de la réutilisation auxquelles il est fait appel pour la réutilisation des équipements/pièces.

Bruxelles Environnement - IBGE dispose de deux mois pour émettre un avis sur cette liste, à partir de la réception de toutes les informations demandées. Si aucun avis n'est émis dans ce délai, la liste est présumée évaluée positivement. Un avis négatif est contraignant lorsqu'il est dûment motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention, en ce compris ses objectifs explicites.

## § 2. Modalités pour les DEEE ménagers :

Afin de garantir la réutilisation d'un produit à un stade aussi précoce que possible après sa mise hors service, les organismes de gestion élaborent, en concertation avec les organisations, un plan de réutilisation portant sur la réutilisation des équipements, et cela, pour ce qui concerne les équipements ménagers, dans le but de remettre des équipements prêts à être réutilisés de préférence sur le marché belge. Ce plan de réutilisation décrit les initiatives planifiées pour favoriser la collecte qualitative et quantitative des équipements mis hors service en vue de leur réutilisation, en fonction du marché potentiel pour des équipements réutilisés et de la proportion d'équipements effectivement réutilisables. Le plan de réutilisation doit être présenté à Bruxelles Environnement - IBGE pour avis au plus tard deux mois après la signature de la présente convention. Un avis négatif est contraignant lorsqu'il est dûment motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention, en ce compris ses objectifs explicites. Bruxelles Environnement - IBGE dispose de deux mois pour formuler son avis. Si aucun avis n'est donné durant cette période, le plan est présumé accepté. Lorsque Bruxelles Environnement - IBGE demande un complément d'information par lettre recommandée, le délai peut être prolongé d'un mois maximum à partir de la réception de toutes les informations demandées.

Bruxelles Environnement - IBGE évalue la pertinence des actions projetées par l'organisation ou l'organisme de gestion en matière d'information et de publicité.

Si Bruxelles Environnement - IBGE juge le plan de réutilisation insuffisant, il peut demander une révision partielle ou complète du plan. Le plan de réutilisation et sa mise en oeuvre font l'objet d'une évaluation annuelle par les parties signataires de l'accord de collaboration et Bruxelles Environnement - IBGE. Le plan est adapté en conséquence par l'organisme de gestion, en concertation avec les parties signataires de l'accord de collaboration décrit ci-dessous, Bruxelles Environnement - IBGE et les organisations.

Pour la sélection des équipements à réutiliser, il est fait appel aux entreprises du secteur de la réutilisation. Les entreprises du secteur de la réutilisation réparent les équipements conformément à l'article 6 §1 afin de les remettre en vente, de préférence sur le marché belge.

En association avec les entreprises du secteur de la réutilisation, l'organisme de gestion détermine la part de réutilisation visée en regard de la demande potentielle pour des équipements réutilisés sur le marché. Cette part est révisée annuellement et reprise dans le plan de réutilisation.

La vente à l'étranger des équipements électriques et électroniques réutilisés n'est autorisée que moyennant le respect des lignes directrices n° 1 révisées des correspondants (voir <http://ec.europa.eu/environment/waste/shipments/guidance.htm>) qui définissent la manière dont le règlement (CE) n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets doit être interprété. Ce respect doit être validé par un organisme de contrôle indépendant, accrédité sur la base de la norme ISO 17020.

#### Accord de collaboration avec des entreprises de l'économie sociale:

Afin de réaliser ces objectifs, l'accord de collaboration actuel entre le secteur de l'économie sociale et l'organisme de gestion est maintenu pour la durée de la convention environnementale actuelle. A la demande d'une des parties, un nouvel accord de collaboration peut être négocié entre le secteur de l'économie sociale et les organisations ou l'organisme de gestion.

Le modèle d'accord de collaboration est présenté à Bruxelles Environnement - IBGE pour avis au plus tard deux mois après la signature de la présente convention environnementale. L'avis de Bruxelles Environnement – IBGE s'il est négatif, est contraignant lorsqu'il est dûment motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention, en ce compris ses objectifs explicites. Bruxelles Environnement - IBGE dispose de deux mois pour donner son avis sur le modèle d'accord de collaboration. Si aucun avis n'est donné durant ce mois, le modèle d'accord de collaboration est présumé accepté. Lorsque Bruxelles Environnement - IBGE demande un complément d'information par lettre recommandée, le délai peut être prolongé d'un mois maximum, à partir de la réception de toutes les informations demandées.

Les accords de collaboration doivent couvrir de façon aussi homogène que possible l'intégralité du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les accords de collaboration contiennent au moins les éléments suivants :

- les objectifs et enjeux de l'accord
- les types de équipements concernés par l'accord
- les modalités d'accès au gisement des (D)EEE réutilisables
- les modalités pour un transport adapté à la réutilisation
- les modalités de tri pour la réutilisation
- les exigences de formation du personnel du centre de réutilisation et du personnel impliqué dans la collecte
- les modalités d'enregistrement de la demande d'enlèvement et du suivi de cette demande
- les modalités financières de rétribution des prestations de collecte et de traitement un modèle de contrat-type avec les centres de réutilisation.

Les entreprises de l'économie sociale sont les partenaires privilégiés pour autant qu'elles proposent des conditions égales et conformes au marché.

#### § 3. Modalités pour les DEEE professionnels :

La réutilisation des équipements est garantie au stade le plus précoce possible, comme décrit à l'article 6 §1. A cet effet, l'organisme de gestion élabore, en concertation avec les organisations, un plan de réutilisation en matière de réutilisation des équipements et ce, en vue de la vente d'équipements réutilisables. Ce plan de réutilisation décrit les initiatives existantes et prévues en matière de collecte d'équipements mis au rebut. Le plan de réutilisation doit être soumis pour avis à Bruxelles-Environnement - IBGE au plus tard deux mois après la signature de la présente

convention. Un avis négatif est contraignant lorsqu'il est dûment motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention environnementale, en ce compris ses objectifs explicites. Bruxelles Environnement - IBGE dispose de deux mois pour donner son avis. Si Bruxelles Environnement - IBGE estime que le plan de réutilisation est insuffisant, il peut demander, moyennant motivation, que tout ou partie du plan de réutilisation soit revu. Le plan de réutilisation est évalué chaque année et adapté si nécessaire.

La réutilisation des équipements se fait dans le respect du fonctionnement concurrentiel du marché.

## **CHAPITRE 3 : COLLECTE**

### **Article 7 : Dispositions générales**

§ 1. Conformément aux dispositions de l'article 3,1° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 sur les obligations de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur élimination, les vendeurs finaux recueillent gratuitement chaque produit tel que décrit à l'article 3, dont l'utilisateur final se défait, pour autant que celui-ci se procure un équipement de type équivalent et remplissant les mêmes fonctions et ce, quels que soient les modalités de vente et le mode de livraison/d'enlèvement de l'appareil.

§ 2. Les organisations visent une collecte maximale des DEEE apportés par les consommateurs via les canaux de collecte mis en place par l'organisme de gestion, et cela, en fonction de la réalisation des objectifs de collecte prévus dans la législation. L'organisme de gestion informe Bruxelles Environnement - IBGE de l'estimation qu'il dresse de la quantité de DEEE « collectables ».

§ 3. Les résultats de la collecte font l'objet d'un suivi annuel de la part de l'organisme de gestion et de Bruxelles Environnement - IBGE, et sont comparés aux résultats obtenus par des systèmes similaires dans d'autres régions et à l'étranger. En fonction de cette comparaison, le système de collecte peut être amélioré en concertation avec toutes les parties concernées.

§ 4. Les vendeurs finaux conservent les DEEE dans l'état où le consommateur a cédé ces équipements. Cela implique notamment que ni un tiers, ni le vendeur final ne peut démonter ces équipements et/ou en extraire des pièces, sauf autorisation expresse de l'organisme de gestion ou pour fournir occasionnellement des pièces à leurs clients dans le cadre d'un service de réparation qu'ils procurent. Ils doivent remettre tous les appareils collectés à un opérateur reconnu par l'organisme de gestion.

Les DEEE auxquels il manque des pièces essentielles et/ou qui contiennent des déchets étrangers à l'appareil mis au rebut, doivent être refusés par les vendeurs finaux. Ces équipements ne peuvent pas être refusés par l'organisme de gestion lorsque le vendeur final les propose de manière sporadique.

§ 5. Les organismes de gestion dressent les directives en concertation avec toutes les parties concernées afin que les opérations impliquant les DEEE effectuées par les différents opérateurs se déroulent de telle manière que la sélection des équipements pour leur réutilisation reste

garantie à chaque niveau de la collecte et afin que les opérations impliquant les DEEE soient assurées par les différents opérateurs de telle manière qu'un traitement respectueux de l'environnement reste garanti.

§ 6. Les organismes de gestion mettent gratuitement les moyens de collecte nécessaires à la disposition de tous les points de collecte avec lesquels un contrat a été conclu en vue de la reprise des DEEE ménagers. Les moyens de collecte sont choisis de manière à ce que le client soit également incité à déposer les équipements de plus petites dimensions, en concertation avec toutes les parties concernées. Le contrat de collecte définit les conditions de la collecte, en ce compris la rétribution financière éventuelle de certaines opérations.

§ 7. L'organisme de gestion soumet chaque année à Bruxelles Environnement - IBGE les listes actualisées des points de collecte qui se sont fait enregistrer et ont été acceptés comme tels par l'organisme de gestion. Tout refus doit être motivé et les raisons du refus doivent être approuvées au préalable par Bruxelles Environnement – IBGE.

§ 8. Les organismes de gestion peuvent mettre en oeuvre pour une durée limitée des projets pilotes pour rechercher des scénarii alternatifs de collecte favorables pour toutes les parties concernées et qui soient prometteurs en termes de coûts et de résultats. Tout projet pilote est soumis au préalable à l'approbation de Bruxelles Environnement – IBGE. A la fin de la période d'essai couverte par le projet, un rapport d'évaluation est établi et communiqué aux acteurs concernés. Sur base de ce rapport, l'organisme de gestion concerné peut prolonger l'initiative, après approbation de Bruxelles Environnement – IBGE.

§ 9. Dans le courant de la première année de mise en oeuvre de cette convention, l'organisme de gestion prend en charge financièrement la réalisation par un organisme indépendant d'une étude sur les avantages, les inconvénients et les modalités éventuelles de mise en oeuvre d'un système de consigne dans le secteur des DEEE. Le comité d'accompagnement de cette étude est composé paritairement de représentants des trois régions et des organisations. En fonction des résultats de cette étude, les parties peuvent convenir de la mise en oeuvre d'un tel système, pour tout ou partie des DEEE, avant l'expiration de la présente convention.

## **Article 8 : Dispositions spécifiques pour les DEEE ménagers**

§ 1. Les organismes de gestion acceptent, conformément aux modalités définies à l'article 8, les équipements ayant été collectés conformément à l'article 7, § 1.

§ 2. L'organisation de la collecte des DEEE repose sur un réseau de points de collecte composé des vendeurs finaux, des parcs à conteneurs ou d'autres points de collecte et éventuellement des centres de transbordement régionaux. Le réseau complet de collecte est communiqué à Bruxelles Environnement - IBGE.

§ 3. La fréquence des collectes quadrillées est déterminée sur base de la situation spécifique des points de collecte et des emplacements de stockage, et de la nature des DEEE.

Les organismes de gestion s'engagent à faire collecter les DEEE dans les trois jours ouvrables après l'appel du point de collecte, pour autant qu'il soit satisfait aux conditions suivantes :

- le point de collecte est enregistré comme point de collecte auprès des organismes de gestion;

- le nombre d'appareils usagés à collecter représente au moins une unité de transport. L'unité de transport est définie dans un cahier des charges, après concertation avec toutes les parties concernées. A l'entrée en vigueur de cette convention environnementale, sont considérés comme une unité de transport : soit 8 pièces isolées de produits appartenant aux catégories «grands appareils ménagers», soit une palette-box remplie, pour au moins 80%, de DEEE.  
Une dérogation peut être accordée aux détaillants qui remplissent les conditions et qui en font la demande pour une collecte quadrillée à partir de 4 pièces isolées. Les conditions et les modalités de mise en œuvre de cette dérogation sont réglées dans le contrat de gestion visé au §4.

§ 4. Conformément à l'article 3, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du 18 juillet 2002, l'organisme de gestion reprend gratuitement aux points de collecte les DEEE issus des ménages collectés par la PMDP.

L'organisme de gestion doit conclure pour ce faire un contrat avec la PMDP. Ce contrat définit au minimum les éléments suivants:

- les modalités de dépôt gratuit des DEEE par l'utilisateur final;
- les possibilités offertes aux vendeurs finaux de déposer certaines quantités de DEEE dans certains points de collecte;
- la fréquence et le mode de collecte des DEEE dans les points de collecte;
- le règlement de l'indemnisation des points de collecte, en ce compris la couverture des coûts d'infrastructure et de fonctionnement des parcs à conteneurs et les autres points de collecte assimilés, tels que les points de ramassage de la collecte porte-à-porte;
- la mise à disposition, par l'(les) organisme(s) de gestion, des conteneurs nécessaires pour le stockage provisoire des équipements collectés;
- les modalités de collecte des DEEE ménagers, exercées par la PMDP ;
- l'organisation des campagnes d'information locales auprès de la population, promouvant le choix des points de collecte de la PMDP.

Ce contrat est soumis pour avis à Bruxelles Environnement – IBGE. Si aucun avis n'est donné dans les deux mois, l'avis est présumé positif. Un avis est motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention environnementale.

§ 5. Des DEEE ne contenant pas toutes les parties essentielles de l'appareil ne sont pas acceptés par les organismes de gestion ou les organisations, sauf s'il s'agit d'une situation exceptionnelle auprès du parc à conteneurs ou du point de collecte ou qu'il n'y a pas d'abus dans le chef du parc à conteneurs ou point de collecte. Des DEEE contenant des déchets étrangers à l'appareil mis au rebut ne sont pas acceptés par les organismes de gestion ou les organisations.

§ 6. Pour permettre une collecte efficace des DEEE, l'organisme de gestion peut mettre sur pied des centres de transbordement régionaux (CTR), en collaboration avec la PMDP. Les centres de transbordement régionaux (CTR) prennent notamment en charge :

- le stockage et le tri des DEEE ayant été collectés par les points de collecte pour le compte de l'organisme de gestion;
- le tri des DEEE dans un but de réutilisation;
- la reprise gratuite des DEEE proposés directement par les vendeurs finaux et utilisateurs finaux.

§ 7. D'autres déchets que les DEEE peuvent être acceptés par le centre de transbordement régional. Les coûts de la gestion de ces déchets n'incombent pas à l'organisation ou à l'organisme de gestion.

§ 8. Après approbation de Bruxelles Environnement - IBGE, l'organisme de gestion peut, à titre complémentaire, comptabiliser dans ses résultats de collecte, des DEEE ménagers collectés selon d'autres modalités. La mise en œuvre de telles modalités a lieu sans préjudice de la mission légale des personnes morales de droit public relative à la collecte de déchets ménagers et ne remplace pas les modalités de collecte visées dans le présent article 8.

### **Article 9 : Dispositions spécifiques relatives aux DEEE professionnels**

§ 1. Les DEEE professionnels sont collectés de manière séparée des DEEE ménagers, sauf dérogation acceptée par Bruxelles Environnement - IBGE sur production d'une demande motivée et d'une traçabilité adéquate des déchets. Pour la collecte de DEEE professionnels, les producteurs ont le choix entre les modalités visées aux paragraphes 2 et 3.

§ 2. Les producteurs, directement ou par l'intermédiaire de leurs clients, font appel aux opérateurs de leur choix, disposant de toutes les autorisations administratives requises. Le contrat qu'ils concluent avec le ou les opérateurs prévoit l'indemnisation des coûts de collecte, à la charge des producteurs. Ceux-ci sont toutefois libres de les récupérer auprès de leurs clients conformément aux conditions contractuelles qu'ils ont convenues avec ces derniers.

L'organisme d'exécution conclut avec l'opérateur une Charte permettant à l'organisme d'exécution de connaître les quantités de DEEE professionnels ainsi enlevés et de communiquer à Bruxelles Environnement - IBGE un rapport à ce sujet. Une Charte-type est soumise à Bruxelles Environnement - IBGE pour approbation.

L'organisme d'exécution communique à Bruxelles Environnement - IBGE une copie de chaque Charte conclue.

§ 3. Les producteurs chargent les organismes de gestion de la collecte en faisant appel aux canaux de collecte existants reconnus par les organismes de gestion et communiqués à Bruxelles Environnement - IBGE.

Les frais de la collecte correspondent au prix du marché et sont mis à la charge des producteurs, sauf si ces frais ont déjà été pris en charge par ceux-ci lors de la mise sur le marché du produit. Les producteurs sont libres de récupérer ou non ces frais auprès de leurs clients, conformément aux conditions contractuelles qu'ils ont convenues avec ces derniers.

## **CHAPITRE 4 : OBJECTIFS DE TRAITEMENT ET DE RECYCLAGE**

### **Article 10 : Objectifs de traitement et de recyclage**

§ 1. Les DEEE collectés doivent être traités conformément à l'Ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets ou à toute autre législation et/ou réglementation en vigueur au moment du traitement;

§ 2. Après dépollution, les matériaux et composants résiduels des DEEE doivent être traités de manière sélective et respectueuse de l'environnement. Le traitement des matériaux et composants doit faire en sorte que les objectifs suivants pour chacune des catégories (en % des quantités collectées) soient respectés :

A. En matière de réutilisation et de recyclage des matériaux et composants :

- Pour les DEEE des catégories 1 et 10 de l'annexe IA de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 (MB 28.07.2004) : minimum 75% du poids moyen par appareil;
- Pour les DEEE des catégories 3 et 4 de l'annexe IA de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 (MB 28.07.2004) : minimum 65 % du poids moyen par appareil;
- Pour les DEEE des catégories 2,5,6,7 et 9 de l'annexe IA de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 (MB 28.07.2004) : minimum 50 % du poids moyen par appareil;
- Pour les lampes à décharge : minimum 80 % du poids des lampes.

B. En matière de valorisation des matériaux et composants :

- Pour les DEEE des catégories 1 et 10 de l'annexe IA de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 (MB 28.07.2004) : minimum 80 % du poids moyen d'un appareil;
- Pour les DEEE des catégories 3 et 4 de l'annexe IA de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 (MB 28.07.2004) : minimum 75 % du poids moyen d'un appareil;
- Pour les DEEE des catégories 2,5,6,7 et 9 de l'annexe IA de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 (MB 28.07.2004) : minimum 70 % du poids moyen d'un appareil.

§ 3. En cas d'exportation de DEEE ménagers, les pourcentages atteints en termes de réutilisation, recyclage et valorisation sont validés par un bureau de contrôle indépendant accrédité sur la base de la norme ISO 17020 .

### **Article 11 : Traitement des DEEE professionnels.**

§ 1. Lorsque les producteurs optent pour le système de collecte visé à l'article 9 §2, ils font appel, directement ou par l'intermédiaire de leurs clients, aux opérateurs de traitement de leur choix.

Le contrat qu'ils concluent avec le ou les opérateurs prévoit l'indemnisation, à la charge des producteurs, des coûts de traitement.

L'organisme d'exécution conclut avec l'opérateur une Charte permettant à l'organisme d'exécution de connaître les quantités de DEEE professionnels ainsi traités, de tracer les DEEE ménagers d'une part et les DEEE professionnels d'autre part, et de communiquer à Bruxelles Environnement - IBGE un rapport à ce sujet. Une Charte-type est soumise à Bruxelles Environnement - IBGE pour approbation.

L'organisme d'exécution communique à Bruxelles Environnement - IBGE une copie de chaque Charte conclue.

§ 2. Les DEEE professionnels collectés selon l'option reprise à l'article 9 §3, font l'objet d'un traitement conformément aux conditions de l'article 11.

§ 3. La traçabilité des déchets doit permettre de distinguer la gestion des DEEE ménagers des DEEE professionnels, leurs coûts et leurs financements respectifs.

## **CHAPITRE 5: CONCLUSION DES CONTRATS**

### **Article 12 :**

§ 1. Sans préjudice de la mission de la PMDP conformément à l'article 4 de l'Ordonnance du 19 juillet 1990, lorsque l'organisme de gestion décide d'attribuer des marchés, les principes suivants s'appliquent :

1. En cas de procédure restreinte, les organismes de gestion consultent les opérateurs repris dans une liste soumise préalablement à Bruxelles Environnement - IBGE pour avis. Lors de l'établissement de cette liste, ils respectent les objectifs établis par la Région et vérifient que les opérateurs et leurs sous-traitants établis en dehors de l'Union européenne respectent les normes internationales de travail établies par l'Organisation Internationale de Travail, même si les conventions prévoyant ces normes n'ont pas été ratifiées par l'Etat où le travail s'effectue. La liste des opérateurs décrit le procès mis en œuvre par ceux-ci. Les organismes de gestion transmettent aux opérateurs potentiels toute demande d'information formulée par Bruxelles Environnement - IBGE. L'avis de Bruxelles Environnement - IBGE est contraignant en ce qui concerne le respect des dispositions de cette convention environnementale et de la réglementation en vigueur en matière d'environnement.
2. Les procédures d'attribution des contrats sont décrites dans un document établi par les organismes de gestion, soumis à l'approbation préalable de Bruxelles Environnement - IBGE et accessible à toute personne intéressée sur première demande, en français et en néerlandais. Ce document précise notamment les critères minimum de sélection pour la capacité économique, technique et financière des candidats, la répartition du marché, les modes d'attribution, les délais de remise des candidatures et des offres, les modalités de publicité, les critères d'exclusion, les attestations et documents-types requis, la pondération des critères d'attribution, le nombre minimum de candidats invités à déposer une demande de participation en cas d'appel d'offres restreint, et toutes autres informations jugées pertinentes par les organismes de gestion.
3. Les organismes de gestion prennent les mesures nécessaires pour s'assurer des capacités économiques, techniques et financières des candidats et prévoient des critères de sélection à cette fin.
4. Les cahiers des charges retiennent au minimum comme critères d'attribution le prix, la valeur technique du contenu de l'offre en ce compris la performance environnementale de l'ensemble des prestations ainsi que la qualité du service. Ils précisent clairement la pondération des critères, le prix du marché comptant pour 50 % tout au plus.
5. La valeur technique de l'offre pour le traitement considère entre autres la hiérarchie entre

la prévention, la réutilisation, le recyclage et la valorisation, la qualité du traitement, l'efficacité énergétique, et la minimisation des déchets résiduels à éliminer.

6. Les cahiers des charges prévoient une clause sociale relative au maintien et au développement du secteur de l'économie sociale. Ils prévoient en outre un critère permettant la révision des prix en cas de survenance de développements législatifs, telles que les modifications de taxation des déchets, et précisent la période durant laquelle les candidats restent engagés par leur offre.

Les avis de marchés et cahiers des charges prévoient explicitement que les contrats ne seront attribués qu'aux candidats disposant de toutes les autorisations administratives requises pour exécuter le contrat, et en parfaite conformité avec la réglementation environnementale.

7. Dans le cas d'une procédure d'appel d'offres général, les organismes de gestion assurent à leurs appels à participation et à leurs appels d'offres une publicité suffisante, notamment au travers de trois publications francophones et néerlandophones. Dans tous les cas, ils assurent à leurs appels d'offres une publicité adéquate, notamment par la diffusion des caractéristiques essentielles du marché et une description de la procédure d'attribution.

Ils doivent s'assurer que tout candidat potentiel dispose des renseignements utiles et identiques pour présenter sa candidature et pour élaborer son offre. A cet effet, des informations complémentaires communiquées à un candidat après la communication du cahier des charges, sont également communiquées aux autres candidats si ces renseignements sont essentiels pour l'élaboration des offres ou concernent une interprétation du cahier des charges.

8. Les organismes de gestion traitent sur pied d'égalité les différents candidats.
9. Les organismes de gestion ne peuvent utiliser à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont fournies les informations reçues dans le cadre d'appels d'offres.
10. L'attribution du contrat s'opère sur la base des critères et modalités d'attribution déterminés par le cahier des charges, après vérification de l'aptitude des candidats conformément aux critères de sélection éventuels. Le contrat doit être attribué au candidat qui a remis l'offre régulière la plus intéressante.

La répartition éventuelle du marché entre deux ou plusieurs candidats est annoncée dans les avis de marché et le cahier des charges, et de manière à ce que chacun dispose de tous les éléments nécessaires à l'établissement des offres tenant compte des clés de répartition.

11. Lorsque le marché est réparti entre plusieurs candidats, le candidat ayant remis l'offre régulière la plus intéressante obtient un part du marché ne pouvant être inférieure à 50% de celui-ci pour le lot considéré. Le solde du marché peut être attribué à un ou plusieurs candidats ayant remis une offre régulière, conformément aux critères d'attribution, et dans l'ordre du classement des offres.

12. Le choix des opérateurs est communiqué à Bruxelles Environnement - IBGE pour avis,

accompagné d'un rapport motivé et basé sur les critères d'attribution du marché déterminés par le cahier des charges.

13. Tout candidat a le droit de prendre connaissance d'un rapport d'évaluation de son offre.
14. Toute modification significative des conditions des contrats conclus doit être approuvée préalablement par Bruxelles Environnement - IBGE.
15. En cas de conflit d'intérêt dans le chef d'une personne intervenant dans l'évaluation des offres, le suivi de la procédure d'attribution et/ou la décision d'attribution d'un marché, ladite personne doit s'abstenir de toute intervention dans la conclusion de ce contrat.
16. Un Comité d'accompagnement de l'attribution des marchés est créé. Il est composé d'un nombre égal de représentants de la Région, et des organismes de gestion. Il reçoit les rapports de chaque étape importante de la procédure d'attribution des contrats (prise de connaissance des candidatures, prise de connaissance des offres, évaluation des offres finales et attribution des marchés) établis par les organismes de gestion ou l'organisme d'exécution, et vérifie que la concurrence n'est pas faussée. Il émet, à l'unanimité et avant l'attribution des contrats, un avis sur le respect de la procédure d'attribution. A défaut d'unanimité, chaque membre de la Commission peut émettre ses observations, qui sont jointes à l'avis. Cet avis est émis dans le mois suivant la lettre recommandée de l'organisme d'exécution invitant les membres de la Commission à se réunir. A défaut d'avis dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

## CHAPITRE 6 : LES TÂCHES DE GESTION

### **Article 13**

§ 1. Les organisations et/ou leurs membres mettent sur pied un (ou plusieurs) organisme(s) de gestion sous forme d'association sans but lucratif, conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

§ 2. Pour réaliser ses objectifs, l'organisme de gestion ne peut refuser l'adhésion d'aucun producteur ou importateur de EEE qu'ils soient ou non membres d'une organisation.

§ 3. Au moins un mandat dans le Conseil d'Administration de l'organisme de gestion est disponible pour les organisations qui représentent la distribution.

§ 4. Toutes les organisations signataires seront consultées annuellement concernant l'adaptation des listes d'équipements.

§ 5. Les organismes de gestion peuvent décider de confier tout ou partie de leurs missions à un organisme d'exécution répondant aux mêmes conditions, et soumis aux mêmes droits et obligations.

### **Article 14 : Les tâches de gestion**

#### **§ 1 Le plan de prévention et de gestion.**

1° Les organismes de gestion élaborent chaque année un plan de prévention et de gestion qu'ils soumettent à Bruxelles Environnement - IBGE pour avis au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année précédent l'année calendaire de sa mise en application et, pour la première fois, trois mois après l'entrée en vigueur de la présente convention environnementale. Un avis négatif est contraignant lorsqu'il est dûment motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention, en ce compris ses objectifs explicites. Bruxelles Environnement - IBGE dispose de trois mois pour émettre un avis sur le plan. Si aucun avis n'est émis dans ce délai, le plan est présumé accepté. Si Bruxelles Environnement - IBGE demande un complément d'informations par courrier recommandé, ce délai peut être prolongé d'un mois maximum, à partir de la réception de toutes les informations demandées.

Pour les DEEE professionnels, un plan d'actions est prévu spécifiquement pour les PME si nécessaire.

2° Le plan de prévention et de gestion reprend au moins :

- a. un objectif de collecte, par catégorie de produit;
- b. des mesures relatives à la prévention, telles que définies à l'article 5 de la présente convention environnementale;
- c. un plan de réutilisation, tel que repris à l'article 6 de la présente convention environnementale;
- d. la stratégie relative à la campagne d'information telle que reprise à l'article 16 de la présente convention environnementale;

- e. les actions entreprises à l'égard des entreprises, des grossistes, détaillants et des consommateurs pour ce qui a trait à la collecte et au traitement des DEEE, afin de satisfaire aux obligations décrites aux articles 7 à 11 inclus de la présente convention environnementale;
- f. un plan financier tel que repris à l'article 15 de la présente convention environnementale;
- g. une méthode de suivi pour les DEEE collectés et traités, en ce compris l'établissement d'un rapport annuel.

En collaboration avec Bruxelles Environnement - IBGE, l'organisme de gestion évalue les objectifs fixés à l'article 10 de la présente convention et propose des mesures à intégrer au plan de prévention et de gestion suivant, en tenant compte notamment :

- des résultats atteints au travers de l'exécution de la présente convention;
- des progrès technologiques;
- des nouvelles dispositions légales.

## **§ 2 Exécution du plan de prévention et de gestion**

1° L'organisme de gestion s'engage à exécuter le plan de prévention et de gestion précité au § 1.

2° L'organisme de gestion vise l'harmonisation, l'uniformité et la simplification optimales des procédures administratives et de la logistique. Toutes les parties concernées peuvent donner leur avis concernant les modalités de fonctionnement de l'organisme de gestion.

3° L'organisme de gestion s'engage à chercher à atteindre les objectifs dans toute la transparence exigée à l'égard des pouvoirs publics en respectant la confidentialité des données des entreprises individuelles.

4° L'organisme de gestion doit disposer d'un système d'enregistrement des données relatives à la collecte, au tri et au traitement des DEEE; ce système doit permettre à l'organisme de gestion de soumettre à Bruxelles Environnement - IBGE toute information qu'il est tenu de lui communiquer en vertu de l'article 14, §4 de la convention environnementale.

5° L'organisme de gestion veille à ce que le système d'enregistrement soit contrôlable et accessible par Bruxelles Environnement - IBGE.

6° En tant qu'observateur permanent de la Région de Bruxelles-Capitale, Bruxelles Environnement - IBGE est invité, en qualité d'observateur, à toutes les réunions du conseil d'administration des différents organismes de gestion, ainsi qu'aux assemblées générales, sans cependant disposer d'aucun droit de vote. Tous les rapports du conseil d'administration et de l'assemblée générale sont transmis à Bruxelles-Environnement dans le mois.

7° L'organisme de gestion doit souscrire une assurance pour couvrir la responsabilité contractuelle et extracontractuelle pouvant découler de chacune de ses activités.

8° L'organisme de gestion offre un forum à toutes les parties signataires de la présente convention et à tous les opérateurs concernés, pour leur permettre de débattre des problèmes survenant en matière de prévention, de réutilisation, de collecte et de traitement.

9° L'organisme de gestion organisera deux fois par an une réunion stratégique avec, d'un côté, une délégation des autorités régionales, et de l'autre, une délégation du Conseil

d'Administration de l'organisme de gestion, à l'occasion de l'établissement du budget du prochain exercice et à l'occasion de la présentation des comptes annuels de l'exercice précédent. L'organisme de gestion invite les parties et leur transmet un projet d'ordre du jour au moins quinze jours calendriers avant la date de la réunion. Un compte rendu est communiqué à toutes les parties dans les quinze jours calendrier qui suivent la tenue de la réunion.

10° Un comité d'accompagnement est établi, composé au moins de : un représentant du Ministre de l'Environnement, un représentant de Bruxelles Environnement - IBGE, un représentant de la FEE, un représentant d'Agoria, un représentant de FEDERAUTO et un représentant de l'organisme d'exécution. Chaque représentant peut se faire remplacer par un suppléant. Le comité d'accompagnement prend ses décisions par consensus, et se réunit une fois par trimestre.

### **§ 3 Rapport des résultats de collecte et de recyclage**

#### 1° Le rapport annuel

L'organisation ou l'organisme de gestion communique les données suivantes à Bruxelles Environnement - IBGE, chaque année avant le 31 mars :

- la quantité totale, exprimée en kilogrammes et en nombres, des DEEE collectés dans le cadre de l'obligation de reprise, par canal de collecte et par catégorie d'équipement;
- la quantité totale, exprimée en kilogrammes, par type et en nombres, des équipements qui ont été mis sur le marché par les membres et les adhérents;
- la quantité totale, exprimée en kilogrammes et en nombres, des DEEE et de pièces qui ont été réutilisés, par canal de collecte (vendeurs finaux, communes, ...) et par catégorie d'équipement, ainsi que leur destination;
- la quantité totale de DEEE, exprimée en kilogrammes et en nombres, ayant été présentée aux établissements agréés pour le traitement des DEEE;
- les quantités totales correspondant aux flux de matériaux (ferreux, non ferreux, plastiques, autres) provenant du traitement des DEEE, exprimées en kilogrammes et ventilées par catégorie d'équipements, au sens visé par l'article 10 de la présente convention, qui ont été valorisés ou éliminés;
- la quantité totale de déchets dangereux par catégorie d'équipements, exprimée en poids et par type;
- une évaluation de la composition moyenne, au minimum par matériau, pour les équipements ayant été mis sur le marché par les membres, ainsi que des substances et composants dangereux mis en œuvre;
- une liste des collecteurs et opérateurs de traitement ayant procédé à la collecte des DEEE pour le compte de l'organisme de gestion;
- le mode de traitement (description qualitative et quantitative) des DEEE, par procédé de traitement, de la valorisation à l'élimination, en passant par la récupération d'énergie;
- un rapport d'évaluation des contrôles effectués sur les déclarations annuelles des différents membres, et une liste des membres contrôlés ;
- le rapportage concernant la gestion financière, conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises..

#### 2° Validation

- Les données relatives à la production, à la collecte et au traitement renseignées dans le rapport annuel et dont il est fait mention dans la présente convention sont

- validées par une institution de contrôle indépendante.
- A cette fin, l'organisme de gestion autorise le contrôle du respect du cahier des charges relatif à la collecte et au traitement par une institution de contrôle indépendante. Les entreprises individuelles concernées peuvent choisir dans une liste d'institutions de contrôle indépendantes, liste qui a été soumise préalablement à Bruxelles Environnement - IBGE pour approbation. Les institutions de contrôle indépendantes sont accréditées sur la base de la norme ISO 17020. Ce contrôle est effectué sur la base d'une check-list établie par les organismes de gestion et approuvée par Bruxelles Environnement – IBGE.
  - L'organisme de gestion veille à ce que l'entité externe ayant été désignée pour rassembler les renseignements précités offre des garanties appropriées pour ce qui se réfère à la confidentialité du traitement des données communiquées. Un accord de confidentialité est signé à cette fin.
  - Le contrôle par une institution de contrôle indépendante doit permettre de vérifier si les DEEE reçus de l'organisme de gestion ont été traités de manière correcte.
  - Les contrôles doivent au moins vérifier que les fractions de matériaux résultant du traitement ont effectivement été recyclées et que les fractions de matériaux n'ont été ni stockées pendant un laps de temps indéterminé, ni éliminées. En ce qui concerne les DEEE exportés en dehors de la Communauté européenne, le contrôle doit vérifier si la valorisation et/ou recyclage ont lieu dans des circonstances équivalentes aux prescriptions de la Directive 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative aux DEEE.
  - A cette fin, dans les six mois à partir de la signature de la présente convention environnementale, l'organisme de gestion conclut avec les institutions de contrôle indépendantes des contrats portant sur le contrôle et la certification de l'exécution correcte des contrats de recyclage qui lient l'organisme de gestion et les opérateurs.
  - L'objet du contrôle est approuvé préalablement par Bruxelles Environnement - IBGE et l'organisme de gestion. Bruxelles Environnement - IBGE dispose d'un mois pour donner son approbation. Si aucune décision n'est prise durant cette période, le contrat est considéré comme étant approuvé.
  - Lorsque Bruxelles Environnement - IBGE demande un complément d'information par lettre recommandée, le délai peut être prolongé d'un mois maximum à partir de la réception de toutes les informations.
  - Pour chaque opérateur, les contrats imposent au moins un contrôle annoncé tous les deux ans. Outre ces contrôles annoncés, l'institution de contrôle indépendante doit également pouvoir effectuer des contrôles inopinés à la demande de l'organisme de gestion ou de Bruxelles Environnement - IBGE.
  - Les contrats de traitement prévoient une rémédiation et la procédure de résiliation en cas de non respect des règles de contrôle ou si l'institution de contrôle indépendante relève des écarts supérieurs à 10% par rapport aux résultats transmis par l'opérateur à l'organisation ou à l'organisme de gestion.
  - La tâche de l'institution de contrôle indépendante consiste notamment à :
    - o contrôler les capacités techniques et les ressources humaines qui permettent à l'opérateur de traitement d'assurer ses activités de traitement ou de recyclage;
    - o donner une description précise des procédés de transformation mis en œuvre;
    - o vérifier la destination finale des DEEE, ainsi que les résultats du recyclage obtenus auprès de ces destinataires et faisant l'objet du contrat entre l'organisation ou l'organisme de gestion et l'opérateur de traitement;
    - o procéder à une évaluation des pourcentages obtenus pour la réutilisation et le recyclage des équipements tels que définis à l'article 10 de la présente

- convention;
- o vérifier la véracité des chiffres et données techniques et financiers fournis par l'opérateur en ce qui concerne les flux de déchets entrant dans ses installations et les flux de déchets et/ou de matériaux qui en sortent.
- Pour mener sa tâche à bien, l'institution de contrôle indépendante a accès à toute information, confidentielle ou autre, se rapportant à l'exécution du contrat conclu entre l'organisme de gestion et l'opérateur. L'institution de contrôle est habilitée à procéder à toute inspection, prélèvement d'échantillons, mesure, analyse ou contrôle nécessaire à la bonne exécution de sa tâche.
- L'institution de contrôle indépendante respecte les règles de confidentialité.
- Chaque contrôle donne lieu, de la part de l'institution de contrôle indépendante, à l'établissement d'un rapport sur les méthodes utilisées pour l'inspection, le prélèvement d'échantillons, les mesures, l'analyse et le contrôle, ainsi que sur la nature des données contrôlées. Le rapport formule un avis motivé sur l'exécution correcte ou incorrecte des contrats de traitement conclut avec l'organisme de gestion, ainsi que sur la fiabilité des données transmises par l'opérateur de traitement. L'institution de contrôle transmet son rapport à l'opérateur afin de lui permettre de formuler ses remarques. Ces remarques sont jointes au rapport qui est, le cas échéant, amendé. Le rapport final est envoyé simultanément par l'institution de contrôle indépendante à l'organisme de gestion, à l'opérateur de traitement concerné et à Bruxelles Environnement - IBGE et ce, au plus tard trois mois après le contrôle. Le rapport final de chaque contrôle est repris dans le rapport annuel.

### 3° Dispositions complémentaires relatives à l'établissement du rapport.

Lors de l'établissement du rapport, l'organisme de gestion se porte garant de la confidentialité des données des entreprises individuelles concernées.

Sur la base du rapport annuel précité en 1°, Bruxelles Environnement - IBGE évalue les résultats obtenus en matière de collecte et de traitement des DEEE

Un rapport d'évaluation est transmis par Bruxelles Environnement - IBGE à l'organisme de gestion au plus tard deux mois après le dépôt du rapport annuel.

## **§4 Information à l'égard de Bruxelles Environnement - IBGE.**

1° L'organisme de gestion prend toutes les dispositions pour satisfaire aux obligations d'information de Bruxelles Environnement - IBGE, comme il est prévu dans la présente convention environnementale.

2° L'organisme de gestion fournit à Bruxelles Environnement - IBGE toutes les autres informations jugées utiles par les deux parties pour l'évaluation des objectifs à atteindre en vertu de la présente convention environnementale et pour le contrôle de l'exécution de l'obligation de reprise.

3° Les contrôleurs de l'obligation de reprise nommés par Bruxelles Environnement - IBGE peuvent avoir accès facilement et de préférence en ligne à l'ensemble des données de l'organisme de gestion dont ils ont besoin pour l'exécution de leur mission. L'organisme de gestion conclut également les accords nécessaires avec Bruxelles Environnement - IBGE et les autres administrations régionales compétentes pour la transmission automatique de certains rapports et données déterminés dont ils ont respectivement besoin. La confidentialité des données reste garantie.

4° L'organisme de gestion est responsable de l'archivage de l'ensemble de son système d'enregistrement des informations opérationnelles, pendant une période minimale de 5 ans.

### **Article 15 : Financement**

§ 1. Pour financer les activités de l'organisme de gestion, les membres des organisations qui les ont mandatées et qui possèdent la qualité de producteur, ainsi que les adhérents, paient à l'organisme de gestion une cotisation environnementale par appareil lors de la mise sur le marché de cet appareil. Conformément aux articles 35, 35bis et 35ter de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion, les membres et les adhérents choisissent ainsi un règlement collectif pour l'organisation du financement. Cette cotisation environnementale peut différer par sorte et type d'appareil, ainsi que par catégorie de produit.

Bruxelles Environnement - IBGE peut autoriser d'autres méthodes de financement sur la base d'une demande motivée de l'organisme de gestion, après concertation avec les organisations et les autres Régions.

Le montant de cette cotisation environnementale pour une année de référence est déterminé par les organismes de gestion, compte tenu des coûts présumés de la gestion des DEEE ménagers collectés durant la même année de référence ou une autre période de référence décrite dans le plan financier.

Les organismes de gestion veillent à ce que les cotisations environnementales perçues sur la vente des EEE ménagers, d'une part, et des EEE professionnels, d'autre part, servent exclusivement à la gestion des deux catégories d'équipements respectives.

§ 2. Le montant de la cotisation environnementale visée au § 1 est intégré au plan financier et soumise pour avis à Bruxelles Environnement - IBGE. Le plan financier annuel fait partie du plan de prévention et de gestion et contient les informations suivantes:

- un budget pour la durée restante de la convention environnementale;
- le calcul de la cotisation environnementale pour une année de référence qui couvre les coûts réels des obligations de l'organisme de gestion liés à la gestion des DEEE ménagers collectés durant la même année de référence ou une autre période de référence décrite dans le plan financier par catégorie d'appareil le mode d'encaissement de la contribution;
- une évaluation motivée des dépenses, par catégorie de gestion des DEEE;
- la gestion des provisions;
- le financement des pertes éventuelles;
- une preuve de garantie financière correspondant aux coûts estimés de la prise en charge, par la Région de Bruxelles-Capitale, de l'obligation de reprise pendant 6 mois;

Toute information complémentaire peut être demandée, sur base motivée, par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'organisme de gestion.

D'autres systèmes similaires peuvent être présentés à Bruxelles Environnement - IBGE, moyennant l'introduction d'une demande motivée.

§ 3. Le montant de la cotisation environnementale est révisable annuellement.

Pour les DEEE ménagers, les cotisations révisées entrent en vigueur de préférence le 1<sup>er</sup> juillet et exceptionnellement le 1<sup>er</sup> janvier. Les cotisations révisées sont communiquées au secteur de la distribution 6 mois avant leur entrée en vigueur. L'organisme de gestion et le secteur de la distribution doivent conclure un accord au sujet de la compensation des cotisations sur le stock présent.

En tout état de cause, compte tenu des motivations exprimées en rapport avec les modifications tarifaires, une motivation approuvée par un réviseur d'entreprise est élaborée tous les 2 ans pour ce qui a trait aux besoins de financement de l'organisme de gestion.

§ 4. Ces cotisations environnementales, assorties de la mention des montants, sont toujours renseignées sur la facture, par appareil ou groupe d'équipements, lors de la vente d'un appareil entre négociants d'EEE. Les cotisations environnementales sont toujours répercutées nettes dans la chaîne de commercialisation, communiquées clairement et portées au compte des consommateurs.

§ 5. L'organisme de gestion peut à tout moment faire procéder, éventuellement par un bureau indépendant, à des contrôles auprès des canaux de distribution assurant la collecte des DEEE, pour vérifier la bonne exécution de l'article 14 de la présente convention.

§ 6. Les membres des organisations et adhérents qui souscrivent à la présente convention environnementale s'engagent à ne pas mettre sur le marché bruxellois des équipements pour lesquels aucune cotisation environnementale n'a été payée ou pour lesquels aucun système exhaustif de reprise n'a été attesté.

§ 7. Lorsque l'organisme de gestion fait appel aux points de collecte de la PMDP, il rembourse les frais de collecte et de tri des déchets, selon les tarifs et les modalités définis au contrat visé à l'article 8, §4.

§ 8. L'organisme de gestion rembourse les détaillants, la distribution et les entreprises d'économie sociale des coûts de gestion des DEEE, au moins conformément aux principes du système de remboursement d'application pendant la période 2002-2005 et selon les mêmes principes dans les trois régions. Ce remboursement ne s'applique que dans le scénario-type de collecte de minimum 8 pièces isolées ou d'une palette-box.

§ 9. En dérogation des paragraphes précédents, l'organisme de gestion peut prévoir une autre méthodologie pour le financement des DEEE ménagers. Cette méthodologie alternative doit être soumise pour approbation à Bruxelles Environnement – IBGE.

## **CHAPITRE 7: SENSIBILISATION DU CONSOMMATEUR**

### **Article 16 :**

§ 1. A côté des campagnes d'information organisées en exécution du contrat visé à l'article 8, §4 de la présente convention, l'organisme de gestion s'engage à organiser, au bénéfice des consommateurs, des campagnes d'information nationales sur l'obligation de reprise. Ces

campagnes d'information s'organisent après concertation avec les organisations et PMDP, qui gèrent ou représentent les points de collecte. L'intensité, la forme et le contenu des campagnes d'information sont adaptés en fonction des résultats atteints et sont repris dans le rapport annuel. Chaque campagne d'information fait au minimum l'objet d'une évaluation annuelle.

§ 2. Les projets de campagne d'information sont présentés pour approbation à Bruxelles Environnement – IBGE, qui formule sa décision dans un délai d'un mois. Si aucune décision n'est prise durant ce laps de temps, la proposition est présumée acceptée. Lorsque Bruxelles Environnement - IBGE demande un complément d'information par lettre recommandée, le délai peut être prorogé d'un mois maximum. Un avis négatif est contraignant lorsqu'il est dûment motivé par référence aux dispositions de la législation environnementale et/ou de la présente convention, en ce compris ses objectifs explicites. Les campagnes d'information peuvent être adaptées si nécessaire à la demande de Bruxelles Environnement - IBGE. Toute adaptation est présentée à Bruxelles Environnement - IBGE pour approbation un mois au préalable.

§ 3. Le vendeur final est tenu d'apposer en un endroit clairement visible de chacun de ses points de vente un message qui mentionne la manière dont il satisfait aux dispositions de la présente convention. Le matériel de sensibilisation est élaboré après concertation avec les organisations qui représentent les vendeurs finaux et est mis à disposition de ces derniers.

## **CHAPITRE 8: RÔLE DE LA RÉGION**

### **Article 17:**

§ 1. La Région de Bruxelles-Capitale plaide auprès des autres autorités régionales pour une harmonisation, au sein des trois Régions, de la réglementation applicable en matière d'obligation de reprise des DEEE tant ménagers que professionnels, après concertation avec les secteurs concernés.

§ 2. La Région de Bruxelles-Capitale contrôle l'application de l'obligation de reprise par tous les acteurs, et verbalise les infractions. La Région de Bruxelles-Capitale s'engage à faire procéder aux contrôles requis auprès de tous les acteurs.

§ 3. Afin de permettre l'exécution de la présente convention et d'appuyer les initiatives de l'organisation ou de l'organisme de gestion, la Région de Bruxelles-Capitale s'engage, en concertation avec les organisations ou l'organisme de gestion, à adopter à son niveau toutes les prescriptions réglementaires complémentaires requises à cet effet.

§ 4. La Région de Bruxelles-Capitale s'engage à appliquer les principes de la présente convention environnementale dans l'évaluation des plans individuels de gestion de déchets qui lui sont soumis dans le cadre de l'obligation de reprise des DEEE.

§ 5. La Région de Bruxelles-Capitale s'engage à promouvoir l'acceptation gratuite aux points de collecte des communes et personnes morales de droit public des DEEE y remis par les détaillants et les consommateurs, dans le respect des dispositions réglementaires en matière de couverture des coûts y afférents.

§ 6. La Région de Bruxelles-Capitale dresse une liste des entreprises dont le plan de

prévention et de gestion individuel des DEEE est approuvé. Celle-ci est mise à disposition des organismes de gestion et des organisations sur demande motivée de leur part. La Région de Bruxelles-Capitale informe régulièrement les organismes de gestion en ce qui concerne les importateurs ou producteurs qui ne participent pas au système collectif mis en place conformément à la présente convention.

## **CHAPITRE 9: DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 18 : Commission des litiges**

§ 1. En cas de litige relatif à l'interprétation et à l'exécution de la convention environnementale entre l'organisme de gestion et la Région de Bruxelles-Capitale, il est soumis à une commission des litiges.

Cette commission des litiges est composée de façon ad hoc (en fonction de la nature du litige) et compte toujours deux représentants de la Région de Bruxelles-Capitale et deux représentants de l'organisation ou de l'organisme de gestion, ainsi qu'un président. Le président est désigné par consensus entre les 4 représentants.

§ 2. Si aucune solution consensuelle ne peut être trouvée au litige, un rapport est transmis au Ministre de l'Environnement.

### **Article 19 : Durée et résiliation de la convention**

§ 1. La convention environnementale est conclue pour une durée de 5 ans et entre en vigueur le dixième jour après sa publication au Moniteur belge. Elle peut, à son terme, être reconduite pour une durée égale, moyennant accord préalable et écrit des parties.

§ 2. Les parties peuvent à tout moment résilier la présente convention, moyennant le respect d'un délai de préavis de 6 mois, en cas d'inexécution par une des parties signataires ou en cas de modification de la législation ou réglementation visée au Préambule de la convention.

La notification du préavis s'effectue, sous peine de nullité, soit par lettre recommandée à la poste, soit par exploit d'huissier. Le délai de préavis commence à courir à partir du premier jour du mois suivant le mois de notification.

§ 3. En cas de résiliation de la convention ou d'absence de reconduction à son terme, les parties se conforment à la réglementation applicable visée au Préambule de la convention et ce conformément à l'article 4 de l'Arrêté du 18 juillet 2002 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

### **Article 20 : Modifications et avenants**

§ 1. Les dispositions de la présente convention environnementale sont adaptées à toute modification de la réglementation européenne en cette matière ou à toute autre obligation découlant du droit international.

§ 2. Pendant la durée de la convention, les parties peuvent apporter des modifications et/ou des ajouts à la convention, conformément à la procédure prévue par l'Ordonnance du 29 avril 2004 relative aux conventions environnementales. Tous les ajouts et modifications à cette convention ne sont valables que s'ils ressortent d'un accord écrit signé par toutes les parties et faisant expressément référence à la présente convention.

### **Article 21 : Arbitrage et compétence**

En cas de litige entre les parties concernant l'existence, l'interprétation et l'exécution de la convention, - et à l'exception des litiges entre l'organisme de gestion et la Région de Bruxelles-Capitale qui sont résolus conformément aux dispositions de l'article 18 - les parties peuvent choisir de faire trancher les litiges conformément à la législation sur l'arbitrage. S'il n'existe aucun consensus pour recourir à l'arbitrage, le litige est soumis au Tribunal compétent de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Lorsque les parties optent pour l'arbitrage, le litige est définitivement tranché conformément au règlement d'arbitrage de CEPANI, par des arbitres nommés conformément au dit règlement. Le tribunal arbitral est composé de trois arbitres. Le siège de la procédure est fixé à Bruxelles. La langue de l'arbitrage est le français ou le néerlandais.

En dérogation à l'alinéa premier de cet article, la procédure d'arbitrage ne s'applique pas aux litiges relatifs aux factures. Dans ce cas, les parties conviennent avoir chacune le droit d'introduire toute action qu'elle juge utile devant les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

### **Article 22 : Clause pénale**

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, constaté par la Région et notifié par courrier recommandé à l'organisme de gestion, celui-ci introduit un plan de remise à niveau auprès de Bruxelles Environnement - IBGE, dans un délai de deux mois à dater du courrier recommandé.

Si Bruxelles Environnement - IBGE refuse le plan, il notifie sa décision par courrier recommandé qui mentionne les motifs du refus et les aspects du plan de remise à niveau qui doivent être révisés. L'organisme de gestion est alors tenu d'introduire un plan révisé tenant compte des critiques émises par Bruxelles Environnement - IBGE dans un délai d'un mois sous peine d'une sanction financière de 15.000 EUR notifiée par Bruxelles Environnement – IBGE par courrier recommandé, sans préjudice du droit pour la Région d'actionner les moyens et actions prévus par la législation en vigueur.

Un recours peut être adressé au Ministre de l'Environnement contre la décision de Bruxelles Environnement – IBGE d'infliger une sanction financière, dans les quinze jours de la réception du courrier recommandé. Le Ministre de l'Environnement statue sur ce recours dans un délai de quarante jours.

### **Article 23**

La présente convention est conclue en français et en néerlandais. Chacune des deux langues fait foi.

### **Article 24 : Dispositions finales**

La convention est conclue à Bruxelles le ..... par les représentants de toutes les parties. Chaque partie reconnaît avoir reçu l'exemplaire de la convention qui lui revient.

### **POUR LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

Le Ministre-Président,  
Charles PICQUE

La Ministre de l'Environnement  
Evelyne HUYTEBROECK

### **POUR LES ORGANISATIONS**

Alia Security

ABMD ASBL

Agoria Bruxelles

ANPEB

Fedis

FEE

Nelectra

Udias

Unamec

FEDAGRIM

IMCOBEL

GDA

UBELMA

## **ANNEXE 1 Dispositions particulières relatives aux lampes usagées**

Conformément à l'article 3 de la présente convention, les dispositions particulières suivantes s'appliquent à la reprise des lampes usagées et dérogent aux dispositions des articles mentionnés:

- Article 6 - Réutilisation des produits - L'article 6 n'est pas d'application aux lampes usagées.
- Article 8 - Collecte - Dispositions spécifiques pour les DEEE ménagers - L'article 8 §1 est complété de la façon suivante :

En raison des risques encourus par la reprise et le stockage de lampes avec des produits alimentaires, les détaillants peuvent refuser de reprendre des lampes usagées. Dans ce cas, ils doivent conseiller la mise au rebut dans le parc à container le plus proche ou, dans le cas d'une entreprise, la prise en charge par le système de déchets pour les produits dangereux de la société.

- Financement - L'article 15 §1 est complété de la façon suivante :

L'organisme de gestion veille à ce que la cotisation environnementale des appareils destinés à un usage ménager ou à un usage similaire en entreprise d'une part, et des appareils destinés à un usage professionnel d'autre part soit utilisée uniquement pour la gestion des catégories d'appareils respectives. Le système de financement peut néanmoins être unique et indivisible.

## **ANNEXE 2 Dispositions particulières relatives aux dispositifs médicaux et aux appareils de laboratoires**

Conformément à l'article 3 de la présente convention, les dispositions particulières suivantes s'appliquent à la reprise des dispositifs médicaux et des appareils de laboratoires, et dérogent aux dispositions des articles mentionnés.

- Article 2 - Définitions - L'article 2 §2 est complété de la façon suivante :

Contamination: contamination ou pollution par des micro-organismes, des substances corporelles, des substances radioactives

- Article 7 - Collecte - Dispositions générales - L'article 7 est complété de la façon suivante :

Seuls les appareils non contaminés ou décontaminés par l'utilisateur final sont repris. Les composants contaminés des déchets d'équipements doivent être démontés et traités comme déchets médicaux par l'utilisateur final.

- Article 9 - Collecte - Dispositions spécifiques relatives aux DEEE professionnels - L'article 9 est complété de la façon suivante :

La reprise s'effectue au niveau du rez-de-chaussée de l'établissement.

- Article 15 - Financement - L'article 15 est complété de la façon suivante :

La cotisation environnementale ne couvre pas les frais dû au démontage in situ d'appareils particulièrement lourds et encombrants.

### **ANNEXE 3 Dispositions particulières relatives aux détecteurs de fumée**

Conformément à l'article 3 de la présente convention, les dispositions particulières suivantes s'appliquent à la reprise des détecteurs de fumée, et dérogent aux dispositions des articles mentionnés:

Les détecteurs de fumée relevant des DEEE ménagers sont exclusivement collectés dans les parcs à conteneurs, moyennant accord préalable des personnes morales de droit public concernées. Les vendeurs finaux sont autorisés à renvoyer les utilisateurs finaux de détecteurs de fumée vers les parcs à conteneurs,

## **ONTWERP VAN MILIEUBELEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE DE TERUGNAMEPLICHT VOOR ELEKTRISCHE EN ELEKTRONISCHE APPARATUUR**

Gelet op Richtlijn 2002/96/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 januari 2003 betreffende elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen;

Gelet op de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 tot wijziging, wat afgedankte elektrische en elektronische apparatuur betreft, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering;

Gelet op de milieubeleidsovereenkomst betreffende de terugnameplicht voor elektrische en elektronische apparatuur die van toepassing is sinds 19 maart 2001;

Overwegende dat, overeenkomstig de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten, het ontwerp van milieubeleidsovereenkomst het voorwerp is geweest van een openbare raadpleging en een bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van [datum];

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van [datum] houdende goedkeuring van deze milieubeleidsovereenkomst;

Overwegende de eenheid van de Belgische markt inzake elektrische en elektronische apparatuur;

Overwegende dat transparantie van de werking van het (de) beheersorganismen(n) ten aanzien van de overheid vereist is;

Overwegende dat het noodzakelijk is in de milieubeleidsovereenkomst principes en procedures te voorzien die door de organisaties en het (de) beheersorganisme(n) nageleefd moeten worden in het geval ze contracten sluiten voor de inzameling of de verwerking van AEEA.

Gelet op de opdracht van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid inzake openbare netheid en gezondheid, overeenkomstig de Ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

## DE VOLGENDE PARTIJEN:

1° het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer C. PICQUE, Minister-President, door mevrouw E. HUYTEBROECK, Minister van Leefmilieu, Energie en Waterbeleid, hierna "het Gewest" genoemd;

2° de volgende organisaties:

- [Alia Security], gevestigd Heizelesplanade - Buro en Designcenter bus 35, te 1020 Brussel, vertegenwoordigd door [de heer Patrick Vervaele, bestuurder]
- [ABMD] vzw, gevestigd Heizelesplanade bus 46, te 1020 Brussel, vertegenwoordigd door [ de heer Ivan Vandermeersch, directeur]
- [Agoria Brussel], gevestigd Auguste Reyerslaan 80, te 1030 Brussel, vertegenwoordigd door [mevrouw Floriane de Kerchove, Directeur Agoria Brussel en de heer Christian Vanhuffel, directeur Agoria Electro & TIC]
- [ANPEB], gevestigd Maurice Herbettelaan 38, te 1070 Brussel, vertegenwoordigd door [ Monsieur Pol Carette, directeur-generaal]
- [Fedis], gevestigd E. Van Nieuwenhuyselaan 8, te 1160 Brussel, vertegenwoordigd door [de heer Dominique Michel, afgevaardigd bestuurder.]
- [FEE], gevestigd Excelsiorlaan, 91, te 1930 Zaventem, vertegenwoordigd door [de heer Daniel Noé, voorzitter.]
- [Nelectra], gevestigd Stationlei 78 bus 1/1, te 1800 Vilvoorde, vertegenwoordigd door [de heer Eric Claus, voorzitter]
- [Udias], gevestigd Tienne du Golf 26, te 1390 Grez-Doiceau, vertegenwoordigd door [de heer Frank Huybrechts, voorzitter en Willy Stelzer, directeur]
- [Unamec], gevestigd Koning Albert I-laan 64, te 1780 Wemmel, vertegenwoordigd door [de heer Richard Van den Broeck, directeur]
- FEDAGRIM, gevestigd Jules Bordetlaan 164 bus 4, te 1140 Brussel, vertegenwoordigd door [de heer Jan Packo, voorzitter]
- IMCOBEL, gevestigd Jules Bordetlaan 164, te 1140 Brussel, vertegenwoordigd door [de heer Jean-Pierre Van Keer, voorzitter]
- [GDA], gevestigd Marcel Thiry laan 204, 1200 Brussel, vertegenwoordigd door [de heer Hans Craen, Secretaris-generaal]
- UBELMA, gevestigd Auguste Reyerslaan 80, te 1030 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Philippe Claes, voorzitter;

hierna "de Organisaties" genoemd;

## KOMEN OVEREEN WAT VOLGT:

### HOOFDSTUK 1: ALGEMENE BEPALINGEN

#### Artikel 1: Doelstellingen

§ 1. Deze milieubeleidsovereenkomst heeft tot doel de algemene basisregels en beoogde doelstellingen inzake de terugnameplicht voor afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, die zijn ingeschreven in het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse

Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004, vast te stellen in meer specifiek verklarende regels.

§ 2. De overeenkomst heeft tot doel het collectieve beheer van de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur te optimaliseren door het stimuleren van de preventie conform artikel 5 van deze overeenkomst, producthergebruik, selectieve inzameling en passende verwerking, teneinde de hoeveelheid te verwijderen afvalstoffen te verminderen en minimum de door de reglementering vooropgestelde doelstellingen te halen, waarbij rekening wordt gehouden met organisatorische, technische, economische, ecologische en maatschappelijke aspecten met betrekking tot duurzame ontwikkeling.

§ 3. De overeenkomst streeft ernaar de uitvoeringsmodaliteiten met betrekking tot de terugnameplicht in overeenstemming te brengen tussen de drie Gewesten.

§ 4. Tot slot streeft de overeenkomst ook naar de ontwikkeling van bedrijven van de sociale economie die actief zijn in de ophaling, de sortering, het hergebruik en eventueel de verwerking van AEEA.

## **Artikel 2: Definities**

§ 1. De begrippen en definities die worden vermeld in de ordonnantie van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen, alsook in het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, zijn van toepassing in deze overeenkomst.

§ 2. Voor de toepassing van deze milieubeleidsovereenkomst worden de volgende aanvullende definities omschreven:

1° Beheersorganisme: vereniging zonder winstgevend doel, opgericht door een of meerdere organisaties en/of leden van een organisatie in uitvoering van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002, en met het doel de doelstellingen van onderhavige overeenkomst en die van de met de deelnemende contractanten gesloten overeenkomst te verwezenlijken voor een overeengekomen productenlijst. Het beheersorganisme heeft als enig statutair doel de terugnameplicht toe te passen voor de overeengekomen productenlijst, voor rekening van de leden van ondertekenende federaties en van de aangeslotenen van het collectieve systeem.

2° Publiekrechtelijke rechtspersoon (PRRP): het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, "Net Brussel", opgericht door de Ordonnantie van 19 juli 1990.

3° Hergebruiksector:

De PRRP en alle ondernemingen van de sociale economie en andere ondernemingen van de hergebruiksector die zijn aanvaard door Leefmilieu Brussel - BIM.

4° Onderneming van de sociale economie: onderneming die voldoet aan de volgende vijf criteria:

1. Het streefdoel van dienstverlening aan de leden of aan de gemeenschap;
2. Beheersautonomie;
3. Democratisch beslissingsproces;
4. Voorrang van personen en werk in de verdeling van de inkomsten;

5. De bereidheid te ondernemen vanuit een logica van milieuvriendelijke duurzame ontwikkeling.
- 5° EEA: elektrische en elektronische apparatuur.
- 6° Huishoudelijke EEA: elektrische en elektronische apparatuur die bestemd is voor huishoudelijk gebruik of een commercieel, industrieel of institutioneel gebruik dat gelijkaardig is aan huishoudelijk gebruik.
- 7° Professionele EEA: andere elektrische en elektronische apparatuur dan huishoudelijke;
- 8° AEEA: afgedankte elektrische en elektronische apparatuur.
- 9° Huishoudelijke AEEA: AEEA afkomstig van huishoudelijke EEA.
- 10° Professionele AEEA: andere AEEA dan huishoudelijke.
- 11° Uitvoeringsorganisme: vereniging waaraan het beheersorganisme in het algemeen de praktische uitvoering, in overeenstemming met de bepalingen van deze overeenkomst, van één of meerdere van de volgende opdrachten delegeert:
- de organisatie van de inzameling van de AEEA;
  - de organisatie van de verwerking van de AEEA;
  - de verstrekking van informatie aan alle bij de uitvoering van deze overeenkomst betrokken actoren;
  - de opvolging van de resultaten van inzameling en/of verwerking van de AEEA.
- 12° Fijnmazige ophaling: inzameling van AEEA op inzamelpunten volgens de richtlijnen van het beheersorganisme.
- 13° Transport: bulktransport van de AEEA naar een verwerkingscentrum.
- 14° Verwerking: elke handeling die volgt op de aankomst van de AEEA in de inrichtingen voor depollutie, demontage, vermaling, nuttige toepassing of voorbereiding voor verwijdering, alsook alle andere handelingen die worden uitgevoerd met het oog op de nuttige toepassing en/of de verwijdering van de AEEA.
- 15° Lid: de natuurlijke of rechtspersoon die lid is van een ondertekenende organisatie die deze organisatie een volmacht heeft gegeven met het oog op de uitvoering van haar terugnameplicht.
- 16° Aangeslotene: de derde die is aangesloten bij een collectief systeem dat is ingevoerd in overeenstemming met deze overeenkomst.

### **Artikel 3: Toepassingsgebied**

§ 1. Deze milieubeleidsvereenkomst heeft betrekking op de categorieën van EEA die worden opgesomd in bijlage IA en IB van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 en waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of verplicht is zich te ontdoen.

De terugname van gebruikte lampen is het voorwerp van aanvullende of afwijkende bijzondere bepalingen die zijn opgenomen in bijlage 1.

De terugname van afgedankte elektrische en elektronische medische hulpmiddelen en elektrische en elektronische laboratoriumapparatuur is het voorwerp van aanvullende of afwijkende bijzondere bepalingen die zijn opgenomen in bijlage 2.

De terugname van rookmelders is het voorwerp van aanvullende of afwijkende bijzondere bepalingen die voorkomen in bijlage 3.

§ 2. Zowel de huishoudelijke AEEA als de professionele AEEA maken deel uit van het toepassingsgebied van deze overeenkomst.

§ 3. Leefmilieu Brussel - BIM staat in voor het opstellen en bijwerken, op voorstel van en in overleg met de betrokken organisaties, van een lijst van de producten die tot het definitieveld van de EEA behoren en waarop een terugnameplicht van toepassing is. Deze lijst wordt gebruikt om te bepalen of een product moet worden beschouwd als een EEA dat behoort tot het toepassingsgebied van deze milieubeleidsovereenkomst.

§ 4. Elk beheersorganisme stelt in overleg met de betrokken organisaties lijsten op van de producten waarvoor het beheersorganisme de terugnameplicht van de producenten en invoerders uitvoert, en maakt hierbij een onderscheid tussen de huishoudelijke EEA en de professionele EEA. De wijzigingen zullen door het beheersorganisme worden meegedeeld aan de leden en de aangeslotenen, de distributiesector en Leefmilieu Brussel - BIM, 6 maanden voor de datum van inwerkingtreding.

§ 5. Voor elk product waarvoor een lid van een organisatie geen aangifte doet bij het beheersorganisme, omdat het product niet voorkomt op de in § 4 bedoelde lijsten, moet het lid in kwestie beschikken over een goedgekeurd plan voor afvalpreventie en -beheer, gebonden zijn door een andere milieubeleidsovereenkomst of een beroep doen op een erkend beheersorganisme.

§ 6. De onder § 4 vermelde lijst van de producten die het beheersorganisme terugneemt, is in zijn officiële versie beschikbaar bij het beheersorganisme en bij Leefmilieu Brussel - BIM. Het beheersorganisme bezorgt een kopie van de onder § 4 vermelde productenlijst aan al zijn leden of aangesloten die erom verzoeken. Leefmilieu Brussel - BIM bezorgt iedereen die erom verzoekt een kopie van de onder § 3 vermelde lijst van de producten die tot het toepassingsgebied van de wetgeving behoren.

#### **Artikel 4: Juridisch kader**

§ 1. De milieubeleidsovereenkomst wordt tussen de voormelde partijen gesloten in toepassing van artikel 4 van het besluit van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering en overeenkomstig de ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de milieuovereenkomsten. Deze overeenkomst bindt de ondertekenende partijen evenals de leden van de organisaties die een volmacht hebben gegeven aan hun organisatie, in deze overeenkomst aangeduid als "leden". Derden, "aangeslotenen" genoemd in het kader van deze overeenkomst, kunnen tot het collectieve systeem toetreden. De aangeslotenen dienen het bewijs van hun aansluiting in bij

Leefmilieu Brussel - BIM, wat hen evenwel niet vrijstelt van de indiening van een individueel plan voor afvalpreventie en -beheer, waarin zij verklaren op welke manier zij aan hun verplichtingen voldoen.

§ 2. Ter uitvoering van de milieubeleidsovereenkomst wordt tussen de leden en de aangeslotenen enerzijds en het beheersorganisme anderzijds een toetredingsovereenkomst ondertekend. Deze toetredingsovereenkomst garandeert uitsluiting van discriminatie of concurrentiële bevoordeling tussen de contractanten, en beoogt administratieve vereenvoudiging in de mate van het mogelijke. Een model van toetredingsovereenkomst wordt twee maanden vóór de ondertekening van de eerste toetredingsovereenkomst voor advies voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM. Een negatief advies is bindend wanneer het behoorlijk is gemotiveerd door verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze overeenkomst, met inbegrip van de uitdrukkelijke doelstellingen ervan. Leefmilieu Brussel - BIM heeft twee maanden de tijd om zijn advies te formuleren. Indien binnen deze periode geen advies wordt gegeven, wordt het advies over het model van overeenkomst geacht positief te zijn. In het geval Leefmilieu Brussel - BIM aanvullende informatie vraagt per aangetekend schrijven, kan deze termijn worden verlengd met maximum een maand vanaf de ontvangst van alle gevraagde informatie.

De beheersorganismen bezorgen de lijst van de aangeslotenen aan Leefmilieu Brussel - BIM, door hem beschikbaar te maken op de internetsite van het uitvoerend organisme.

§ 3. De toetredingsovereenkomst bevat de nodige bepalingen die de financiering waarborgen van de uitvoering van de terugnameplicht voor de apparaten die door de producent op de markt werden gebracht tijdens de duur van de toetredingsovereenkomst, ook wanneer de producent na afloop van de toetredingsovereenkomst niet meer gebonden is door een milieubeleidsovereenkomst. De ondertekening van de toetredingsovereenkomst en de regelmatige betaling van de verschuldigde milieubijdragen door de producent, in overeenstemming met de bepalingen van het beheersorganisme, worden beschouwd als deelname van de producent in de financiële regelingen voor de financiering van het beheer van de AEEA, en geldt bijgevolg als garantie dat het beheer van de AEEA zal worden gefinancierd.

§ 4. De lijst van de leden van de organisaties die volmacht hebben verleend, wordt door de organisaties ingediend bij Leefmilieu Brussel - BIM. De organisaties verbinden zich ertoe deze lijst regelmatig bij te werken in samenspraak met de beheersorganismen, en eventuele wijzigingen onverwijld mee te delen aan Leefmilieu Brussel - BIM. De aangeslotenen dienen zich kenbaar te maken bij het BIM.

§ 5. De organisaties verbinden zich ertoe hun leden te informeren over de verplichtingen die voortvloeien uit deze overeenkomst.

§ 6. Leefmilieu Brussel - BIM stelt een lijst op van de ondernemingen die een individueel plan voor afvalbeheer en -preventie hebben voorgesteld. Deze lijst wordt ter beschikking gesteld van het beheersorganisme en de organisaties.

## HOOFDSTUK 2: PREVENTIE EN PRODUCTHERGEBRUIK

### **Artikel 5: Preventie**

§ 1. De maatregelen die door de beheersorganismen worden ontwikkeld op het vlak van de kwantitatieve en kwalitatieve preventie van afval zijn opgenomen in het preventie- en beheersplan dat is opgesteld in overeenstemming met artikel 14. Deze maatregelen worden afzonderlijk in detail beschreven voor de huishoudelijke EEA en de professionele EEA.

§ 2. De organisaties of, bij ontstentenis, de beheersorganismen informeren hun leden over hun plichten aangaande preventie; zij moedigen hen aan/stimuleren hen en, indien mogelijk, ondersteunen hen aan de hand van initiatieven ter bevordering van de kwantitatieve en kwalitatieve preventie en het hergebruik van EEA. Met name zullen zij aanmoedigen dat losse onderdelen in de handel worden aangeboden gedurende een redelijke periode nadat de overeenkomstige producten op de markt werden gebracht. Zij zullen hen informeren over de verplichtingen krachtens het koninklijk besluit van 12 oktober 2004 inzake het voorkomen van gevaarlijke stoffen in EEA.

§ 3. De producenten zien erop toe dat het hergebruik van de AEEA niet wordt bemoeilijkt door ontwerpkenmerken of specifieke productieprocedures, tenzij deze ontwerpkenmerken of productieprocedures belangrijke voordelen inhouden op het vlak van de bescherming van het milieu en/of de veiligheid.

§ 4. De producenten brengen jaarlijks verslag uit aan Leefmilieu Brussel - BIM over de initiatieven die zij hebben genomen, en brengen daarbij de stand van zaken op het vlak van preventie over. De organisaties kunnen deze taak vervullen voor hun leden. De aangeslotenen dienen dit individueel te doen.

§ 5. Met het oog op de bevordering van de kwantitatieve en kwalitatieve preventie verstrekken de producenten, conform artikel 36 quater van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, informatie over het hergebruik en de verwerking voor elk nieuw type van elektrisch of elektronisch apparaat dat op de markt wordt gebracht, en dit binnen het jaar in de loop waarvan deze apparaten op de markt werden gebracht. Deze informatie heeft betrekking op de verschillende onderdelen en materialen van de producten, alsook op de samenstelling van de producten, met name met betrekking tot de gevaarlijke stoffen. Deze informatie wordt op vraag verstrekt in de vorm van handleidingen of langs elektronische weg, aan de hergebruik-, verwerkings- of recyclagecentra en aan Leefmilieu Brussel - BIM, door de producenten van de elektrische of elektronische apparatuur.

### **Artikel 6: Producthergebruik**

§ 1. Algemene bepalingen:

Prioriteit wordt gegeven aan producthergebruik. Alle ingezamelde AEEA moet kunnen worden gescheiden in herbruikbare en niet-herbruikbare apparaten. Bij de beoordeling van de

herbruikbaarheid van een apparaat wordt tevens rekening gehouden met de vraag of het op ecologisch vlak nog verantwoord is om het in hergebruik te brengen, bijvoorbeeld wegens het energie- of waterverbruik van het apparaat. De criteria voor producthergebruik zullen worden opgenomen in het hergebruikplan dat wordt bedoeld onder § 2.

Indien een apparaat wordt hersteld met niet originele onderdelen voordat het in hergebruik wordt gebracht, moet diegene die het apparaat in hergebruik brengt, waarborgen dat het beantwoordt aan alle wetgevingen en aan alle normen waaraan het voldeed toen het voor het eerst op de markt werd gebracht, fabricagefouten buiten beschouwing gelaten. De oorspronkelijke fabrikant kan niet aansprakelijk worden gesteld voor schade of gebreken die voortvloeien uit de herstelling in het geval de herstelling niet werd uitgevoerd met originele onderdelen. Voor de toepassing van deze bepaling dient te worden verstaan onder "origineel onderdeel" dat het onderdeel ofwel identiek is, ofwel minstens gelijkaardig aan het originele onderdeel indien het originele onderdeel niet langer beschikbaar is, bijvoorbeeld ten gevolge van technische vooruitgang of het uit productie gaan van het oude onderdeel. Deze bepaling wordt opgenomen in elke samenwerkingsovereenkomst tussen het beheersorganisme of het uitvoeringsorganisme en een onderneming van de hergebruiksector.

Het beheersorganisme bezorgt Leefmilieu Brussel - BIM een lijst van de ondernemingen van de hergebruiksector waarop een beroep wordt gedaan voor het hergebruik van producten/onderdelen.

Leefmilieu Brussel - BIM heeft twee maanden de tijd om een advies uit te brengen over deze lijst, vanaf de ontvangst van alle gevraagde informatie. Indien binnen deze termijn geen advies wordt gegeven, wordt de lijst geacht positief beoordeeld te zijn. Een negatief advies is bindend indien het behoorlijk is gemotiveerd door verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze overeenkomst, met inbegrip van de uitdrukkelijke doelstellingen ervan.

## § 2. Modaliteiten voor huishoudelijke AEEA:

Teneinde producthergebruik in een zo vroeg mogelijk stadium na de afdanking van het product te garanderen, werken de beheersorganismen in overleg met de organisaties een hergebruikplan inzake producthergebruik uit, en dit, wat de apparaten voor huishoudelijk gebruik betreft, met het oog op de verkoop van herbruikbare apparaten, in eerste instantie op de Belgische markt. Dit hergebruikplan beschrijft de geplande initiatieven ter bevordering van de kwalitatieve en kwantitatieve inzameling van afgedankte uitrustingen met het oog op het hergebruik ervan, naargelang van de potentiële markt voor herbruikbare apparaten en het aandeel van de uitrustingen dat effectief herbruikbaar is. Het hergebruikplan moet voor advies worden voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM uiterlijk twee maanden na de ondertekening van deze overeenkomst. Een negatief advies is bindend indien het behoorlijk is gemotiveerd door verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze overeenkomst, met inbegrip van de uitdrukkelijke doelstellingen ervan. Leefmilieu Brussel - BIM heeft twee maanden de tijd om zijn advies in te dienen. Indien binnen deze termijn geen advies wordt gegeven, wordt het plan geacht aanvaard te zijn. In het geval Leefmilieu Brussel - BIM per aangetekend schrijven aanvullende informatie vraagt, kan deze termijn worden verlengd met maximum een maand vanaf de datum van ontvangst van alle gevraagde informatie.

Leefmilieu Brussel - BIM beoordeelt de relevantie van de door de organisatie of het beheersorganisme geplande acties op het vlak van informatie en publiciteit.

Indien Leefmilieu Brussel - BIM het hergebruikplan onvoldoende acht, kan het een gedeeltelijke

of volledige herziening van het plan vragen. Het hergebruikplan en de uitvoering ervan worden jaarlijks geëvalueerd door de ondertekenende partijen van de samenwerkingsovereenkomst en door Leefmilieu Brussel - BIM. Het hergebruikplan wordt dienovereenkomstig aangepast door het beheersorganisme, in overleg met de ondertekenende partijen van de hieronder beschreven samenwerkingsovereenkomst, Leefmilieu Brussel - BIM en de organisaties.

Voor de selectie van de producten die in aanmerking komen voor hergebruik wordt een beroep gedaan op ondernemingen uit de hergebruiksector. De ondernemingen van de hergebruiksector herstellen de producten conform artikel 6 §1, om ze in eerste instantie op de Belgische markt te verkopen.

In overleg met de ondernemingen van de hergebruiksector bepaalt het beheersorganisme het beoogde aandeel van het hergebruik in verhouding tot de potentiële vraag naar herbruikbare producten op de markt. Dit aandeel wordt jaarlijks herzien en opgenomen in het hergebruikplan.

De verkoop aan het buitenland van de herbruikbare elektrische en elektronische apparatuur is slechts toegelaten indien de correspondenten guidelines n°1 (<http://ec.europa.eu/environment/waste/shipments/guidance.htm>) worden nageleefd, die bepalen op welke manier verordening (EG) nr. 1013/2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen moet worden geïnterpreteerd. Deze naleving moet worden bevestigd door een onafhankelijk keuringsorgaan dat geaccrediteerd is op basis van norm ISO 17020.

#### Samenwerkingsovereenkomst met de ondernemingen van de sociale economie:

Om deze doelstellingen te bereiken, wordt de huidige samenwerkingsovereenkomst tussen de sector van de sociale economie en het beheersorganisme behouden voor de duur van de huidige milieubeleidsvereenkomst. Indien één van de partijen hierom verzoekt, kan een nieuwe samenwerkingsovereenkomst worden gesloten tussen de sector van de sociale economie en de organisaties of het beheersorganisme.

Het model van samenwerkingsovereenkomst wordt voor advies voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM uiterlijk twee maanden na de ondertekening van deze milieubeleidsvereenkomst. Het negatieve advies van Leefmilieu Brussel - BIM is bindend indien het behoorlijk is gemotiveerd door verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze overeenkomst, met inbegrip van de uitdrukkelijke doelstellingen ervan. Leefmilieu Brussel - BIM heeft twee maanden de tijd om zijn advies te geven over het model van samenwerkingsovereenkomst. Indien geen advies wordt gegeven binnen deze maand, wordt het model van samenwerkingsovereenkomst geacht aanvaard te zijn. In het geval Leefmilieu Brussel - BIM aanvullende informatie vraagt per aangetekend schrijven, kan deze termijn met maximum een maand worden verlengd vanaf de ontvangst van alle gevraagde informatie.

De samenwerkingsovereenkomsten moeten het hele grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op een zo homogeen mogelijke wijze bestrijken.

De samenwerkingsovereenkomsten bevatten minstens de volgende elementen:

- de doelstellingen en de inzet van de overeenkomst;
- de types van producten waarop de overeenkomst betrekking heeft;
- de modaliteiten van toegang tot de bronnen van herbruikbare (A)EEA;
- de transportwijze met het oog op hergebruik;
- de sorteervijze voor hergebruik;
- de opleidingsvereisten voor het personeel van de hergebruikcentra en het personeel dat

- betrokken is bij de inzameling;
- de registratiewijze van de aanvraag tot ophaling, en de manier waarop dit wordt opgevolgd;
  - de financiële modaliteiten voor vergoeding van de prestaties van inzameling en verwerking;
  - een model van standaardovereenkomst met de hergebruikcentra.

Bij gelijke marktconforme voorwaarden wordt voorrang gegeven aan bedrijven uit de sociale economie.

### § 3. Modaliteiten voor professionele AEEA:

Het producthergebruik wordt in een zo vroeg mogelijk stadium gegarandeerd, zoals beschreven in artikel 6, §1. Hiervoor werken de beheersorganismen, in overleg met de organisaties, een hergebruikplan inzake producthergebruik uit met het oog op de verkoop van herbruikbare apparaten. Dit hergebruikplan beschrijft de geplande en bestaande initiatieven inzake inzameling van de afgedankte apparaten. Het hergebruikplan moet uiterlijk twee maanden na de ondertekening van deze overeenkomst voor advies aan Leefmilieu Brussel - BIM worden voorgelegd. Een negatief advies is bindend indien het behoorlijk is gemotiveerd door verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze milieubeleidsovereenkomst, met inbegrip van de uitdrukkelijke doelstellingen ervan. Leefmilieu Brussel - BIM heeft twee maanden de tijd om zijn advies te geven. Indien Leefmilieu Brussel - BIM van mening is dat het hergebruikplan niet volstaat, kan het, mits motivatie, vragen dat het hele hergebruikplan of een deel ervan wordt herzien. Het hergebruikplan wordt elk jaar geëvalueerd en aangepast indien nodig.

Producthergebruik gebeurt met respect voor de concurrentiële marktwerking.

## HOOFDSTUK 3: INZAMELING

### **Artikel 7: Algemene bepalingen**

§ 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3,1° van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, zullen de eindverkopers elk product zoals beschreven onder artikel 3, waarvan de eindgebruiker zich ontdoet, gratis in ontvangst nemen, op voorwaarde dat deze eindgebruiker een nieuw gelijkaardig product met dezelfde functies aankoopt, ongeacht de verkoopsmodaliteiten en de wijze van levering/verwijdering van het toestel.

§ 2. De Organisaties streven naar een maximale inzameling van de AEEA die door de verbruikers wordt aangeboden via de door het beheersorganisme opgezette inzamelkanalen, met het oog op het halen van de inzameldoelstellingen zoals voorzien in de wetgeving. Het beheersorganisme informeert Leefmilieu Brussel - BIM over zijn inschatting van de hoeveelheid "inzamelbare" AEEA.

§ 3. De inzamelresultaten zullen door de beheersorganismen en Leefmilieu Brussel - BIM jaarlijks worden opgevolgd en vergeleken met de resultaten die door gelijkaardige systemen in de andere gewesten en in het buitenland worden behaald. Aan de hand van deze vergelijking kan het inzamelsysteem worden verbeterd in overleg met alle betrokken partijen.

§ 4. De eindverkopers zullen de AEEA bewaren zoals de gebruiker de apparaten heeft afgestaan. Dit houdt onder meer in dat noch een derde, noch de eindverkoper deze apparaten mag demonteren en/of er onderdelen uit mag verwijderen, behoudens de uitdrukkelijke toestemming van het beheersorganisme of om occasioneel reserveonderdelen aan te bieden aan hun klanten in het kader van herstellingsdiensten die zij verlenen. Alle ingezamelde apparaten moeten worden bezorgd aan een operator die erkend is door het beheersorganisme.

AEEA waarvan essentiële onderdelen ontbreken en/of die afvalstoffen bevatten vreemd aan het afgedankte apparaat, moet worden geweigerd door de eindverkopers. Deze apparaten kunnen niet worden geweigerd door de beheersorganismen of de organisatie wanneer de eindverkoper ze sporadisch aanbiedt.

§ 5. De beheersorganismen stellen in overleg met alle betrokken partijen richtlijnen op die ertoe strekken dat verrichtingen met betrekking tot de AEEA die door de verschillende operatoren worden uitgevoerd op zodanige wijze verlopen dat de selectie van producten voor hergebruik op elk niveau van de inzameling gegarandeerd is en dat de verrichtingen met betrekking tot de AEEA door de verschillende operatoren op zodanige wijze gebeuren dat een milieuverantwoorde verwerking gegarandeerd blijft.

§ 6. De beheersorganismen stellen gratis voldoende inzamelmiddelen ter beschikking van alle inzamelpunten waarmee zij een overeenkomst hebben gesloten met het oog op de inzameling van huishoudelijke AEEA. De inzamelmiddelen worden in overleg met alle betrokken partijen gekozen op zodanige wijze dat de gebruiker ertoe wordt aangezet ook kleinere apparaten te laten inzamelen. De inzamelovereenkomst definieert de voorwaarden voor de inzameling, met inbegrip van de eventuele financiële vergoeding van bepaalde verrichtingen.

§ 7. Het beheersorganisme legt aan Leefmilieu Brussel - BIM jaarlijks de bijgewerkte lijsten voor van de inzamelpunten die zich hebben laten registreren en die aanvaard zijn als inzamelpunt door het beheersorganisme. Elke weigering moet worden gemotiveerd en de weigeringsredenen moeten vooraf worden goedgekeurd door Leefmilieu Brussel - BIM.

§ 8. De beheersorganismen kunnen voor een beperkte duur proefprojecten opzetten om alternatieve inzamelscenario's te onderzoeken die gunstig zijn voor alle betrokken partijen, en die voordelig zouden kunnen zijn op het vlak van kosten en resultaten. Elk pilootproject wordt vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM. Op het einde van de proefperiode van het project wordt een evaluatieverslag opgesteld en bezorgd aan de betrokken actoren. Op basis van dit verslag kan het betrokken beheersorganisme beslissen dat het initiatief wordt voortgezet, na goedkeuring door Leefmilieu Brussel - BIM.

§ 9. In de loop van het eerste jaar van de uitvoering van deze overeenkomst staat het beheersorganisme financieel in voor de uitvoering door een onafhankelijke organisatie van een studie over de voordelen, de nadelen en de eventuele modaliteiten voor uitvoering van een statiegeldsysteem in de sector van de AEEA. De begeleidingscommissie van deze studie is paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de drie gewesten en van de organisaties. Afhankelijk van de resultaten van deze studie kunnen de partijen overeenkomen een dergelijk systeem op te zetten, voor alle of een deel van de AEEA, nog vóór deze overeenkomst verstrijkt.

## **Artikel 8: Specifieke bepalingen voor huishoudelijke AEEA**

§ 1. De beheersorganismen aanvaarden, in overeenstemming met de modaliteiten die zijn gedefinieerd in artikel 8, de uitrustingen die werden ingezameld in overeenstemming met artikel 7, § 1.

§ 2. De organisatie van de inzameling van AEEA steunt op een netwerk van inzamelpunten dat is samengesteld uit eindverkopers, containerparken en andere inzamelpunten, en eventueel regionale overslagstations. Het volledige inzamelnetwerk wordt meegedeeld aan Leefmilieu Brussel - BIM.

§ 3. De frequentie van de fijnmazige inzamelingen wordt bepaald op basis van de specifieke situatie van de inzamelpunten en de opslagplaatsen, en de aard van de AEEA.

De beheersorganismen verbinden zich ertoe de AEEA binnen de drie dagen na de oproep van het inzamelpunt op te halen, indien is voldaan aan de volgende voorwaarden:

- het inzamelpunt heeft zich als inzamelpunt geregistreerd bij de beheersorganismen;
- het aantal op te halen afgedankte apparaten vertegenwoordigt minstens één transporteenheid. De transporteenheid wordt gedefinieerd in een bestek, na overleg met alle betrokken partijen. Bij de inwerkingtreding van deze milieubeleidsvereenkomst wordt als één transporteenheid beschouwd: ofwel acht losse eenheden voor de apparaten die behoren tot de categorieën Grote Huishoudelijke Apparaten, of één boxpallet die ten minste voor 80 % gevuld is met AEEA. Een afwijking kan worden toegestaan aan de kleinhandelaars die voldoen aan de voorwaarden en die een aanvraag indienen voor fijnmazige inzameling vanaf 4 losse eenheden. De voorwaarden en de modaliteiten voor uitvoering van deze afwijking worden geregeld in het beheerscontract dat wordt bedoeld onder §4.

§ 4. In overeenstemming met artikel 3, lid 2, 1°, van het besluit van 18 juli 2002, haalt het beheersorganisme de AEEA die afkomstig is van gezinnen en die werd ingezameld door de PRRP gratis op op de inzamelpunten..

Hiervoor moet het beheersorganisme een overeenkomst sluiten met de PRRP. Deze overeenkomst definieert minimum de volgende elementen:

- de modaliteiten voor gratis afgifte van de AEEA door de eindgebruiker;
- de mogelijkheden voor de eindgebruikers om bepaalde hoeveelheden AEEA af te geven op bepaalde inzamelpunten;
- de frequentie en de wijze van inzameling van de AEEA bij de inzamelpunten;
- de regeling van de vergoeding van de inzamelpunten, met inbegrip van de dekking van de kosten van infrastructuur en werking van de containerparken en de andere gelijkgestelde inzamelpunten, zoals de verzamelpunten voor de huis-aan-huisophalingen;
- de terbeschikkingstelling door het (de) beheersorganisme(n) van de nodige recipiënten voor de tijdelijk opslag van de ingezamelde apparaten;
- de modaliteiten voor inzameling van huishoudelijke AEEA, uitgeoefend door de PRRP;
- de organisatie van de lokale voorlichtingscampagnes ten behoeve van de bevolking, waarbij de inzamelpunten van de PRRP gepromoot worden.

Dit contract wordt voor advies voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM. Indien geen advies wordt ontvangen binnen de twee maanden, wordt het advies geacht positief te zijn. De adviezen moeten gemotiveerd zijn door verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze

milieubeleidsvereenkomst.

§ 5. AEEA die niet alle essentiële onderdelen van het toestel bevat, wordt niet aanvaard door de beheersorganismen of de organisaties, behalve indien het gaat om een uitzonderlijke situatie in het containerpark of het inzamelpunt of indien er geen misbruik is uit hoofde van het containerpark of inzamelpunt. AEEA die gevaarlijk afval bevat dat vreemd is aan het afgedankte toestel, wordt niet aanvaard door de beheersorganismen of de organisaties.

§ 6. Met het oog op een efficiënte inzameling van AEEA kan het beheersorganisme een voldoende aantal regionale overslagstations (ROS) oprichten, in samenwerking met de PRRP. De regionale overslagstations (ROS) staan onder meer in voor:

- de opslag en sortering van AEEA die in opdracht van de beheersorganismen werd ingezameld bij de inzamelpunten;
- de sortering van AEEA met het oog op producthergebruik;
- de gratis terugname van AEEA die rechtstreeks door de eindverkopers en eindgebruikers wordt aangeboden.

§ 7. Op het regionale overslagstation kunnen andere afvalstoffen dan AEEA worden aanvaard. De kosten van het beheer van deze afvalstoffen vallen niet ten laste van de organisatie of de beheersorganismen.

§ 8. Na goedkeuring door Leefmilieu Brussel - BIM kan het beheersorganisme, aanvullend, de huishoudelijke AEEA die werd ingezameld door andere modaliteiten, mee opnemen in zijn inzamelresultaten. De toepassing van dergelijke modaliteiten vindt plaats zonder afbreuk aan de wettelijke opdracht van de publiekrechtelijke rechtspersonen op het vlak van de inzameling van huishoudelijk afval en vervangt niet de in dit artikel 8 bedoelde inzamelmodaliteiten.

### **Artikel 9: Specifieke bepalingen voor professionele AEEA**

§ 1. De professionele AEEA wordt gescheiden van de huishoudelijke AEEA ingezameld, behoudens afwijking aanvaard door Leefmilieu Brussel - BIM ingevolge een gemotiveerd verzoek en mits afdoende traceerbaarheid van het afval. Voor de inzameling van de professionele AEEA hebben de producenten de keuze tussen de modaliteiten die worden bedoeld onder paragrafen 2 en 3.

§ 2. De producenten doen, rechtstreeks of via hun klanten, beroep op de ophalers van hun keuze, die beschikken over alle vereiste administratieve toelatingen. De overeenkomst die ze sluiten met de operator(s) voorziet een vergoeding van de kosten van de ophaling, die ten laste komt van de producenten. Deze zijn echter vrij deze kosten te verhalen op hun klanten in overeenstemming met de met hen overeengekomen contractuele voorwaarden.

Het uitvoeringsorganisme sluit met de operator een Charter dat het uitvoeringsorganisme toelaat de op die manier ingezamelde hoeveelheden AEEA te kennen en deze aan Leefmilieu Brussel - BIM te rapporteren. Een model van Charter wordt ter goedkeuring aan Leefmilieu Brussel - BIM voorgelegd.

Het uitvoeringsorganisme bezorgt Leefmilieu Brussel - BIM een kopie van elk afgesloten Charter.

§ 3. De producenten vertrouwen de inzameling toe aan de beheersorganismen en doen

hiervoor een beroep op de bestaande inzamelkanalen die zijn erkend door de beheersorganismen en meegedeeld aan Leefmilieu Brussel - BIM.

De inzamelkost stemt overeen met de marktprijs en is ten laste van de producenten, tenzij zij deze kosten al ten laste hebben genomen bij het op de markt brengen van het apparaat. De producenten zijn vrij deze kosten te verhalen op hun klanten in overeenstemming met de met hen overeengekomen contractuele voorwaarden.

## HOOFDSTUK 4: VERWERKINGS- EN RECYCLAGEDOELSTELLINGEN

### **Artikel 10: Verwerkings- en recyclagedoelstellingen**

§ 1. De ingezamelde AEEA moet worden verwerkt overeenkomstig de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen of elke andere wet en/of reglementering die van kracht is op het moment van de verwerking.

§ 2. Na depollutie moeten de resterende materialen en onderdelen van de AEEA op een selectieve en milieuvriendelijke wijze worden verwerkt. De verwerking van de materialen en onderdelen moet ertoe leiden dat voor elk van de categorieën de volgende doelstellingen worden behaald (in gewichtspercentage van de ingezamelde hoeveelheden):

A. Inzake hergebruik en recycling van materialen en onderdelen:

- Voor de AEEA van categorieën 1 en 10 van bijlage IA van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 (BS 28.07.2004): minimum 75 % van het gemiddeld gewicht per toestel;
- Voor de AEEA van categorieën 3 en 4 van bijlage IA van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 (BS 28.07.2004): minimum 65 % van het gemiddeld gewicht per toestel;
- Voor de AEEA van categorieën 2, 5, 6, 7 en 9 van bijlage IA van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 (BS 28.07.2004): minimum 50 % van het gemiddeld gewicht per toestel;
- Voor ontladingslampen: minimum 80 % van het gewicht van de lampen.

B. inzake nuttige toepassing van materialen en onderdelen:

- Voor de AEEA van categorieën 1 et 10 van bijlage IA van het besluit van Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 (BS 28.07.2004): minimum 80 % van het gemiddeld gewicht van een toestel;
- Voor de AEEA van categorieën 3 et 4 van bijlage IA van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 (BS 28.07.2004): minimum 75 % van het gemiddeld gewicht van een toestel;
- Voor de AEEA van categorieën 2, 5, 6, 7 en 9 van bijlage IA van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 (BS 28.07.2004): minimum 70 % van het gemiddeld gewicht van een toestel.

§ 3. In het geval van export van huishoudelijke AEEA worden de bereikte percentages inzake hergebruik, recycling en nuttige toepassing gevalideerd door een onafhankelijk keuringsorgaan dat geaccrediteerd is op basis van de norm ISO 17020.

## **Artikel 11: Verwerking van de Professionele AEEA.**

§ 1. Wanneer de producenten opteren voor het inzamelsysteem dat wordt bedoeld onder artikel 9 §2 doen ze, rechtstreeks of via hun klanten, een beroep op de verwerkingsoperatoren van hun keuze.

De overeenkomst die ze met operator(s) sluiten voorziet de vergoeding, ten laste van de producenten, van de verwerkingskosten.

Het uitvoeringsorgaan sluit met de operator een Charter dat het uitvoeringsorgaan in staat stelt de op die manier verwerkte hoeveelheid professionele AEEA te kennen, en dat het mogelijk maakt de huishoudelijke AEEA enerzijds en de professionele AEEA anderzijds te traceren en hierover verslag uit te brengen aan Leefmilieu Brussel - BIM. Een standaardcharter wordt ter goedkeuring voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM.

Het uitvoeringsorgaan bezorgt Leefmilieu Brussel - BIM een kopie van elk gesloten Charter.

§ 2. De professionele AEEA die wordt ingezameld volgens de optie vermeld onder artikel 9 §3 is het voorwerp van een verwerking in overeenstemming met de voorwaarden van artikel 11.

§ 3. De traceerbaarheid van het afval moet het mogelijk maken een onderscheid te maken tussen het beheer van de huishoudelijke AEEA en de professionele AEEA, de kosten ervan en de respectieve financiering.

## **HOOFDSTUK 5: SLUITEN VAN OVEREENKOMSTEN**

### **Artikel 12:**

§ 1. Zonder afbreuk aan de opdracht van de PRRP in overeenstemming met artikel 4 van de ordonnantie van 19 juli 1990 zijn, wanneer het beheersorgaan beslist de opdrachten toe te kennen, de volgende principes van toepassing:

1. In het geval van een beperkte procedure raadplegen de beheersorganismen de operatoren die zijn opgenomen in een lijst die vooraf voor advies aan Leefmilieu Brussel - BIM wordt voorgelegd. Bij de opstelling van deze lijst respecteren ze door het Gewest vooropgestelde doelstellingen en gaan ze na of de operatoren en hun onderaannemers die gevestigd zijn buiten de Europese Unie zich houden aan de internationale normen op het vlak van arbeid die zijn vastgesteld door de Internationale Arbeidsorganisatie, zelfs indien de overeenkomsten die deze normen voorzien niet zijn geratificeerd door de Staat waar het werk wordt uitgevoerd. De lijst van de operatoren beschrijft het proces dat ze volgen. De beheersorganismen geven alle vragen om informatie die uitgaan van Leefmilieu Brussel - BIM door aan de potentiële operatoren. Het advies van Leefmilieu Brussel - BIM is bindend wat de naleving van de bepalingen van deze milieuovereenkomst en van de geldende milieureglementering betreft.
2. De procedures voor de toewijzing van de overeenkomsten worden beschreven in een door de beheersorganismen opgesteld document dat ter goedkeuring wordt voorgelegd

aan Leefmilieu Brussel - BIM, en dat in het Frans en in het Nederlands beschikbaar is voor alle geïnteresseerden die erom verzoeken. Dit document omvat met name de minimale selectiecriteria i.v.m. de economische, technische en financiële bekwaamheid van de kandidaten, de opdeling van de opdracht, de wijze van toewijzing, de termijnen waarbinnen kandidaatstellingen en offertes moeten worden ingediend, de modaliteiten van publiciteit, de uitsluitingsgronden, de vereiste attesten of documenten, de wegingsfactoren voor de toewijzingscriteria, het minimale aantal kandidaten dat wordt uitgenodigd deel te nemen aan een beperkte offerteaanvraag, en alle andere informatie die de beheersorganismen relevant achten.

3. De beheersorganismen nemen de nodige maatregelen om zich te vergewissen van de economische, technische en financiële bekwaamheid van de kandidaten, en voorzien daarvoor selectiecriteria.
4. Het bestek voorziet minstens de volgende toewijzingscriteria: de prijs, de technische waarde van de inhoud van de offerte met inbegrip van de milieuproductiviteit van alle prestaties, en de kwaliteit van de dienstverlening. Het bepaalt de weging van de criteria, waarbij de prijs voor maximaal 50% in rekening wordt gebracht.

Wat de verwerking betreft, neemt de beoordeling van de technische waarde van de offerte onder meer het volgende in beschouwing: de hiërarchie tussen preventie, hergebruik, recyclage en nuttige toepassing, de kwaliteit van de verwerking, de efficiëntie op het vlak van de energie en de beperking van de te verwijderen resterende afvalstoffen.

In het bestek is een sociale bepaling opgenomen betreffende het behoud en de ontwikkeling van de sector van de sociale economie. Het bestek bevat bovendien een criterium dat toelaat de prijs te herzien in het geval van ontwikkelingen op wetgevend vlak, zoals de wijziging van heffingen op afvalstoffen. Het bepaalt ook de periode binnen dewelke de kandidaten gebonden zijn door hun offerte.

5. De aanbestedingsberichten en bestekken bepalen uitdrukkelijk dat contracten enkel worden toegewezen aan kandidaten die beschikken over alle administratieve toelatingen die vereist zijn om de betrokken diensten te leveren, en die perfect conform zijn met de milieureglementering.
6. In het geval van een algemene offerteaanvraag geven de beheersorganismen voldoende publiciteit aan hun oproepen tot kandidaten of offertes, met name aan de hand van drie publicaties in het Nederlands en het Frans. In elk geval zorgen zij voor een voldoende bekendmaking van hun offerteaanvragen, met name door een verspreiding van de wezenlijke kenmerken van de opdracht en een beschrijving van de toewijzingsprocedure.
7. Zij moeten ervoor zorgen dat elke potentiële kandidaat kan beschikken over dezelfde nuttige informatie om zijn kandidaatstelling of offerte op te stellen. Inlichtingen die bijkomend aan een kandidaat zijn meegedeeld na het overmaken van het bestek, worden ook aan de andere kandidaten meegedeeld indien deze inlichtingen van wezenlijk belang zijn voor de opstelling van de offerte of een interpretatie van het bestek inhouden.
8. De beheersorganismen behandelen de verschillende kandidaten op voet van gelijkheid.

9. De beheersorganismen gebruiken de informatie die ze ontvangen in het kader van de offerteaanvraag uitsluitend voor het doel waarvoor ze werd verstrekt.
10. De toewijzing van het contract gebeurt op basis van toewijzingscriteria en -modaliteiten die zijn bepaald in het bestek, na controle van de bekwaamheid van de kandidaten in overeenstemming met de eventuele selectiecriteria. Het contract moet worden toegewezen aan de kandidaat die de meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend.
11. De eventuele opdeling van de opdracht tussen twee of meer kandidaten wordt vermeld in het aanbestedingsbericht en het bestek, op zodanige manier dat alle partijen over de nodige informatie beschikken om de offertes op te stellen rekening houdend met de verdeelsleutels.

Wanneer de opdracht wordt verdeeld over meerdere kandidaten, krijgt de kandidaat die de meest voordelige regelmatige offerte heeft ingediend een deel van de opdracht dat niet kleiner mag zijn dan 50 % ervan voor het betreffende perceel. Het saldo van de opdracht kan worden toegewezen aan een of meer kandidaten die een regelmatige offerte hebben ingediend, in overeenstemming met de toewijzingscriteria en in de volgorde van de rangschikking van de offertes.

12. De keuze van de operatoren wordt voor advies meegedeeld aan Leefmilieu Brussel - BIM, samen met een motivatieverlag dat gebaseerd is op de toewijzingscriteria voor de opdracht die zijn vastgelegd in het bestek.
13. Elke kandidaat heeft het recht kennis te nemen van een evaluatieverlag betreffende zijn offerte.
14. Elke betekenisvolle wijziging van een afgesloten contract moet voorafgaandelijk worden goedgekeurd door Leefmilieu Brussel - BIM.
15. In het geval van een belangenconflict in hoofde van een persoon die deelneemt aan de evaluatie van de offertes, de opvolging van de toewijzingsprocedure en/of de beslissing tot toewijzing van een contract, dient deze persoon zich te onthouden van elke tussenkomst in het sluiten van dit contract.
16. Voor de toewijzing van de opdrachten wordt een Begeleidingscommissie opgericht. Het bestaat uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van het Gewest en van de beheersorganismen. Het ontvangt de verslagen die worden opgesteld na elke belangrijke fase in de toewijzingsprocedure van de contracten (kennisname van de kandidaatstellingen, kennisname van de offertes, evaluatie van de eindoffertes en toewijzing van de contracten) die worden opgesteld door de beheersorganismen of het uitvoeringsorgaan, en ziet erop toe dat de vrije concurrentie niet wordt verstoord. Het brengt, bij eenparigheid en voordat de contracten worden toegewezen, advies uit over de naleving van de toewijzingsprocedure. Bij gebrek aan eenparigheid kan elk lid van de commissie zijn opmerkingen uitbrengen, die bij het advies worden gevoegd. Dit advies wordt uitgebracht binnen de maand na de aangetekende brief van het uitvoeringsorgaan waarin de leden van de Commissie worden uitgenodigd om samen te komen. Bij gebrek aan advies binnen deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

## HOOFDSTUK 6: DE BEHEERSTAKEN

### **Artikel 13**

§ 1. De Organisaties en/of hun leden richten een (of meer) beheersorganisme(n) op in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 27 juni 1921 die rechtspersoonlijkheid verleent aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut.

§ 2. Teneinde zijn doelstellingen te verwezenlijken, mag het beheersorganisme geen producenten of invoerders van EEA weigeren, ongeacht of zij lid zijn van een organisatie.

§ 3. Minstens één volmacht in de Raad van Bestuur van het beheersorganisme is beschikbaar voor de organisaties die de distributie vertegenwoordigen.

§ 4. Alle ondertekenende organisaties zullen jaarlijks worden geraadpleegd over de aanpassing van de productlijsten.

§ 5. De beheersorganismen kunnen beslissen hun opdracht of een deel ervan toe te vertrouwen aan een uitvoeringsorganisme dat beantwoordt aan dezelfde voorwaarden, dat is onderworpen aan dezelfde verplichtingen en dat dezelfde rechten geniet.

### **Artikel 14: De beheerstaken**

#### **§ 1 Het preventie- en beheersplan.**

1° De beheersorganismen stellen elk jaar een preventie- en beheersplan op dat ze voor advies indienen bij Leefmilieu Brussel - BIM ten laatste op 1 oktober van elk jaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar van de tenuitvoerlegging ervan, en voor de eerste keer drie maanden na de vankrachtwording van deze milieubeleidsovereenkomst. Een negatief advies is bindend wanneer het behoorlijk is gemotiveerd door verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze overeenkomst, met inbegrip van de uitdrukkelijke doelstellingen ervan. Leefmilieu Brussel - BIM heeft drie maanden de tijd om advies uit te brengen over het plan. Indien geen advies wordt uitgebracht binnen deze termijn, wordt het plan geacht aanvaard te zijn. Indien Leefmilieu Brussel - BIM per aangetekend schrijven aanvullende informatie vraagt, kan deze termijn worden verlengd met maximum een maand met ingang op de datum van ontvangst van alle gevraagde informatie.

Voor de professionele AEEA wordt indien nodig een specifiek actieplan voor kmo's voorzien.

2° Het preventie- en beheersplan omvat minstens:

- a. een inzameldoelstelling, per productcategorie;
- b. maatregelen op het vlak van preventie, zoals deze zijn gedefinieerd in artikel 5 van deze milieubeleidsovereenkomst;
- c. een hergebruikplan, zoals opgenomen onder artikel 6 van deze milieubeleidsovereenkomst;
- d. de strategie betreffende de informatiecampagne, zoals opgenomen onder artikel 16 van deze milieubeleidsovereenkomst;

- e. de acties die ten aanzien van ondernemingen, groothandelaars, kleinhandelaars en consumenten worden ondernomen met betrekking tot de inzameling en de verwerking van de AEEA, om te voldoen aan de verplichtingen die worden beschreven in artikelen 7 tot en met 11 van deze milieubeleidsovereenkomst;
- f. een financieel plan zoals vermeld onder artikel 15 van deze milieubeleidsovereenkomst;
- g. een volgmethode voor het ingezamelde en verwerkte AEEA, met inbegrip van het opstellen van een jaarlijks verslag.

In samenwerking met Leefmilieu Brussel - BIM beoordeelt het beheersorganisme de doelstellingen die zijn vastgelegd in artikel 10 van deze overeenkomst, en stelt het maatregelen voor die moeten worden opgenomen in het volgende preventie- en beheersplan, rekening houdend met met name:

- de resultaten die werden behaald door uitvoering van deze overeenkomst;
- de technologische vooruitgang;
- de nieuwe wettelijke bepalingen.

## **§ 2 Uitvoering van het preventie- en beheersplan**

1° Het beheersorganisme verbindt zich ertoe het onder § 1 vermelde preventie- en beheersplan uit te voeren.

2° Het beheersorganisme beoogt de optimale harmonisatie, de uniformiteit en de vereenvoudiging van de administratieve procedures en van de logistiek. Alle betrokken partijen kunnen hun advies geven aangaande de werkingsmodaliteiten van het beheersorganisme.

3° Het beheersorganisme verbindt zich ertoe de doelstellingen na te streven in alle vereiste transparantie ten aanzien van de overheidsinstanties, maar met respect voor de vertrouwelijkheid van de gegevens van de individuele bedrijven

4° Het beheersorganisme moet beschikken over een registratiesysteem voor de gegevens betreffende de inzameling, sortering, hergebruik en verwerking van de AEEA; dit systeem moet het beheersorganisme in staat stellen om aan Leefmilieu Brussel - BIM alle informatie te verstrekken die het gehouden is mee te delen krachtens artikel 14, §4 van de milieubeleidsovereenkomst.

5° Het beheersorganisme ziet erop toe dat het registratiesysteem controleerbaar is en toegankelijk voor Leefmilieu Brussel - BIM.

6° Leefmilieu Brussel - BIM wordt als permanent waarnemer van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur van de verschillende beheersorganismen, alsook op de algemene vergaderingen, zonder evenwel te beschikken over stemrecht. Alle verslagen van de raad van bestuur en de algemene vergaderingen worden binnen de maand verzonden naar Leefmilieu Brussel.

7° Het beheersorganisme moet een verzekering aangaan om de contractuele en extracontractuele aansprakelijkheid te dekken die kan voortvloeien uit elk van zijn activiteiten.

8° Het beheersorganisme biedt een forum aan voor alle partijen die deze overeenkomst hebben ondertekend en voor alle betrokken operatoren, opdat zij de problemen op het vlak van preventie, hergebruik, inzameling en verwerking zouden kunnen bespreken.

9° Het beheersorganisme zal twee keer per jaar een strategische overleg organiseren met, enerzijds, een afvaardiging van de gewestelijke overheden en, anderzijds, een afvaardiging van de raad van bestuur van het beheersorganisme, ter gelegenheid van de opstelling van de begroting van het komende boekjaar en ter gelegenheid van de voorstelling van de jaarrekening van het voorbije boekjaar. Het beheersorganisme nodigt de partijen uit en bezorgt hen een ontwerp van agenda uiterlijk vijftien kalenderdagen voor de datum van de vergadering. Alle partijen ontvangen een verslag binnen de vijftien kalenderdagen nadat de vergadering heeft plaatsgevonden.

10° Een begeleidingscommissie wordt samengesteld, die minstens bestaat uit: een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu, een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel - BIM, een vertegenwoordiger van de FEE, een vertegenwoordiger van Agoria, een vertegenwoordiger van FEDERAUTO en een vertegenwoordiger van het uitvoeringsorganisme. Elke vertegenwoordiger kan zich laten vervangen door een plaatsvervanger. De begeleidingscommissie neemt haar beslissingen bij consensus en komt een keer per trimester samen.

### **§ 3 Rapportering van de inzamel- en recyclageresultaten**

1° Het jaarverslag

De organisatie of het beheersorganisme deelt jaarlijks vóór 31 maart de volgende gegevens mee aan Leefmilieu Brussel - BIM:

- de totale hoeveelheid AEEA, uitgedrukt in kilogram en aantallen, die in het kader van de terugnameplicht werd ingezameld, per inzamelkanaal en per categorie van apparatuur;
- de totale hoeveelheid apparaten, uitgedrukt in kilogram, soorten en aantallen, die door de leden en aangeslotenen op de markt werd gebracht;
- de totale hoeveelheid AEEA en onderdelen, uitgedrukt in kilogram en aantallen, die werd hergebruikt, per inzamelkanaal (eindverkoopers, gemeenten, kringloopcentra ...) en per categorie van apparatuur, alsook de bestemming ervan;
- de totale hoeveelheid ingezamelde AEEA, uitgedrukt in kilogram en aantal, die aan elke vergunde inrichting voor de verwerking van AEEA werd aangeboden;
- de totale hoeveelheden materiaalstromen (ferro, non-ferro, kunststoffen, andere) die voortkomen uit de verwerking van AEEA, uitgedrukt in kilogram en opgesplitst per categorie van apparaten, zoals bedoeld in artikel 10 van deze overeenkomst, die nuttig werden toegepast of verwijderd;
- de totale hoeveelheid gevaarlijk afval per categorie van apparaten, uitgedrukt in gewicht en soort;
- een schatting van de gemiddelde samenstelling, minstens per materiaal, voor de apparaten die door de leden op de markt werden gebracht, alsook voor de gevaarlijke stoffen en componenten die zijn gebruikt;
- een lijst van de inzamelaars en verwerkers die in opdracht van de beheersorganismen AEEA hebben ingezameld;
- de wijze van verwerking (kwalitatieve en kwantitatieve beschrijving) van de ingezamelde AEEA, per verwerkingsprocedé, gaande van verwerking, nuttige toepassing, energierecuperatie tot verwijdering;
- een evaluatieverslag van de controles uitgevoerd op de jaarlijkse aangiftes van de verschillende leden en een lijst van de gecontroleerde leden;
- een verslag over het financieel beheer, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen.

## 2° Validering

- De in deze overeenkomst vermelde gegevens inzake inzameling en verwerking die in het jaarverslag staan, worden gevalideerd door een onafhankelijke keuringsinstelling.
- Het beheersorganisme laat hiertoe door een onafhankelijke keuringsinstelling de naleving van het bestek inzake ophaling en verwerking controleren. De betrokken individuele ondernemingen hebben de keuze uit een lijst van door het beheersorganisme aangeduide onafhankelijke keuringsinstellingen, die eerst ter goedkeuring aan Leefmilieu Brussel - BIM werd voorgelegd. De onafhankelijke keuringsinstellingen zijn geaccrediteerd op basis van de norm ISO 17020. De controle wordt verricht op basis van een checklist die is opgesteld door de beheersorganismen en goedgekeurd door Leefmilieu Brussel - BIM.
- Het beheersorganisme ziet erop toe dat de externe keuringsinstelling die werd aangesteld om de voormelde inlichtingen in te zamelen, gepaste garanties biedt inzake de vertrouwelijke verwerking van de overgemaakte gegevens. Daartoe wordt een vertrouwelijkheidsovereenkomst ondertekend.
- De controle door een onafhankelijke keuringsinstelling moet het mogelijk maken te controleren of de AEEA die van de beheersorganismen werd ontvangen, op een correcte wijze werd verwerkt.
- De controles moeten minstens verifiëren dat de uit de verwerking resulterende materiaalfracties effectief gerecycleerd werden en dat de materiaalfracties niet voor onbepaalde tijd worden opgeslagen of verwijderd. Voor AEEA die buiten de Europese Gemeenschap is uitgevoerd, moet de controle verifiëren dat de nuttige toepassing en/of de recycling gebeuren in omstandigheden die gelijkwaardig zijn aan de voorschriften van de Richtlijn 2002/96/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 januari 2003 betreffende AEEA.
- Hiertoe sluiten de beheersorganismen binnen de zes maanden vanaf de ondertekening van deze milieubeleids-overeenkomst contracten af met de onafhankelijke keuringsinstellingen, met als voorwerp de controle op en de certificering van de correcte uitvoering van de recyclagecontracten die de beheersorganismen verbinden met de operatoren.
- Het voorwerp van de controle wordt vooraf goedgekeurd door Leefmilieu Brussel - BIM et het beheersorganisme. Leefmilieu Brussel - BIM heeft een maand de tijd om zijn goedkeuring te geven. Indien binnen deze periode geen beslissing wordt genomen, wordt het contract geacht goedgekeurd te zijn.
- Wanneer Leefmilieu Brussel - BIM aanvullende informatie vraagt per aangetekend schrijven, kan de termijn met maximum een maand worden verlengd vanaf de ontvangst van alle informatie.
- Per operator leggen de contracten minstens één aangekondigde controle op om de twee jaar. Bovenop deze aangekondigde controles moet de onafhankelijke keuringsinstelling ook niet-aangekondigde controles kunnen uitvoeren, op vraag van het beheersorganisme of Leefmilieu Brussel - BIM.
- De verwerkingscontracten voorzien een remediëring en de mogelijkheid tot ontbinding ingeval de controleregels niet werden nageleefd of ingeval de onafhankelijke keuringsinstelling afwijkingen van meer dan 10% vaststelt van de resultaten die door de verwerker aan de organisatie of het beheersorganisme worden overgemaakt.
- De taak van de onafhankelijke keuringsinstelling bestaat er met name in:
  - o de technische capaciteiten en de menselijke middelen te controleren die de

- verwerker in staat stellen zijn activiteiten op het vlak van recuperatie of recyclage uit te voeren;
- o een duidelijke beschrijving te geven van de toegepaste verwerkingsprocedures;
- o de finale bestemming van de AEEA te verifiëren, evenals de recyclageresultaten bij deze bestemmingen die het voorwerp uitmaken van het contract tussen de organisatie of het beheersorganisme en de verwerker;
- o een evaluatie te maken van de behaalde percentages van producthergebruik en -recycling zoals gedefinieerd in artikel 10 van deze overeenkomst;
- o de waarheidsgetrouwheid te verifiëren van de financiële en technische cijfers en gegevens die door de verwerker worden verstrekt betreffende de in de installaties binnenkomende afvalstromen en betreffende de uitgaande afval- en/of materiaalstromen.
- Voor het vervullen van zijn taak heeft de onafhankelijke keuringsinstelling toegang tot alle informatie, vertrouwelijke of andere, die betrekking heeft op de uitvoering van het contract tussen het beheersorganisme en de verwerker. De keuringsinstelling kan alle inspecties, monsternemingen, peilingen, analyses of controles uitvoeren die nodig zijn voor de goede uitoefening van zijn taak.
- De onafhankelijke keuringsinstelling leeft de vertrouwelijkheidsregels na.
- Naar aanleiding van elke controle stelt de onafhankelijke keuringsinstelling een rapport op over de gehanteerde methodes van inspectie, monsterneming, peiling, analyse en controle, alsmede over de aard van de gecontroleerde gegevens. Het rapport formuleert een gemotiveerd advies betreffende de al dan niet correcte uitvoering van de verwerkingscontracten met de beheersorganismen en betreffende de betrouwbaarheid van de door de verwerker overgemaakte gegevens. De keuringsinstelling maakt zijn rapport over aan de verwerker, om deze in staat te stellen zijn opmerkingen te formuleren. Deze opmerkingen worden aan het rapport toegevoegd. Het eindrapport wordt uiterlijk drie maanden na de controle door de onafhankelijke keuringsinstelling tegelijkertijd naar de beheersorganismen en aan Leefmilieu Brussel - BIM gestuurd. Het eindverslag van elke controle wordt opgenomen in het jaarverslag.

### 3° Aanvullende bepalingen inzake de rapportering.

Bij de rapportering stelt het beheersorganisme zich garant voor de vertrouwelijkheid van de gegevens van de betrokken individuele ondernemingen.

Op basis van het in 1° vernoemde jaarverslag evalueert Leefmilieu Brussel - BIM de behaalde resultaten betreffende de inzameling en de verwerking van de AEEA.

Een evaluatieverslag wordt door Leefmilieu Brussel - BIM aan het beheersorganisme bezorgd, uiterlijk twee maanden na de indiening van het jaarverslag.

## **§4 Informatie ten aanzien van Leefmilieu Brussel - BIM.**

1° Het beheersorganisme treft alle nodige schikkingen om te voldoen aan de informatieverplichtingen aan Leefmilieu Brussel - BIM, zoals voorzien in deze milieubeleidsovereenkomst.

2° Het beheersorganisme verschaft Leefmilieu Brussel - BIM alle andere informatie die nuttig is voor de beoordeling van de in deze milieubeleidsovereenkomst te bereiken doelstellingen en de controle op de uitvoering van de terugnameplicht.

3° De door Leefmilieu Brussel - BIM aangestelde controleurs van de terugnameplicht kunnen vlot en bij voorkeur online toegang krijgen tot de gegevens van het beheersorganisme die zij nodig hebben voor de uitvoering van hun opdracht. Het beheersorganisme maakt hieromtrent de nodige afspraken met Leefmilieu Brussel - BIM en met de andere bevoegde gewestelijke administraties voor de automatische transmissie van bepaalde gegevens en rapporten, die zij nodig hebben. De vertrouwelijkheid van de gegevens blijft hierbij gewaarborgd.

4° Het beheersorganisme is voor een periode van minimum vijf jaar verantwoordelijk voor de archivering van zijn hele registratiesysteem voor operationele informatie.

## **Artikel 15: Financiering**

§ 1. Om de activiteiten van het beheersorganisme te financieren, betalen de leden van de organisaties die hun volmacht hebben gegeven en die de hoedanigheid van producent bezitten, alsook de aangeslotenen, aan het beheersorganisme een milieubijdrage per apparaat bij het op de markt brengen van dit apparaat. Conform artikelen 35, 35bis en 35ter van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor sommige afvalstoffen met het oog op hun nuttige toepassing of hun verwijdering, kiezen de leden en de aangesloten op deze wijze voor een collectieve regeling voor de organisatie van de financiering. Deze milieubijdrage kan verschillen volgens soort en type van toestel en volgens productcategorie.

Leefmilieu Brussel - BIM kan andere financieringsmethoden toestaan op basis van een gemotiveerde aanvraag van het beheersorganisme, na overleg met de organisaties en de andere Gewesten.

Het bedrag van deze milieubijdrage voor een bepaald referentiejaar wordt bepaald door de beheersorganismen, rekening houdend met de kosten voor het beheer van de huishoudelijke AEEA die ingezameld werd tijdens hetzelfde referentiejaar of in een andere referentieperiode die in het financiële plan wordt beschreven.

De beheersorganismen zien erop toe dat de milieubijdragen voor huishoudelijke EEA enerzijds en voor professionele EEA anderzijds uitsluitend worden gebruikt voor het beheer van de respectieve categorieën van uitrustingen.

§ 2. Het bedrag van de milieubijdrage, bedoeld in §1, is opgenomen in het financiële plan en wordt voor advies aan Leefmilieu Brussel - BIM worden voorgelegd. Het jaarlijks financieel plan is een onderdeel van het preventie- en beheersplan en omvat de volgende informatie:

- een begroting voor de resterende duur van de milieubeleidsovereenkomst;
- de berekening van de milieubijdrage voor een bepaald referentiejaar die de reële kosten dekt van de verplichtingen van het beheersorganisme met betrekking tot het beheer van de huishoudelijke AEEA die werd ingezameld tijdens hetzelfde referentiejaar of in een andere periode die wordt omschreven in het financiële plan, per type van apparaat;
- de wijze waarop de inning gebeurt;
- de gemotiveerde schatting van de uitgaven per onderdeel van het beheer van de AEEA;
- het beheer van de provisies;
- de financiering van de eventuele verliezen;

-een bewijs van financiële zekerheid die overeenkomt met de geschatte kosten voor het overnemen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de terugnameplicht gedurende 6 maanden.

Bijkomende informatie kan op gemotiveerde grondslag door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering worden aangevraagd bij het beheersorganisme.

Andere gelijkwaardige systemen kunnen, na indiening van een gemotiveerde aanvraag, worden voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM.

§ 3. Het bedrag van de milieubijdrage wordt jaarlijks herzien.

Voor de huishoudelijke AEEA worden de herziene bijdragen bij voorkeur op 1 juli en bij uitzondering op 1 januari van kracht. De herziene bijdragen worden zes maanden vóór hun inwerkingtreding bekendgemaakt aan de distributie. Tussen het beheersorganisme en de distributie moet overeenstemming worden bereikt over de compensatie van de bijdragen op de aanwezige stock.

Rekening houdend met de motivaties opgesteld naar aanleiding van de tariefwijzigingen, wordt in elk geval om de twee jaar een door een bedrijfsrevisor goedgekeurde motivatie opgesteld over de financieringsbehoeften van het beheersorganisme.

§ 4. Deze milieubijdragen met vermelding van de bedragen worden steeds, per apparaat of groep van apparaten, op de factuur vermeld bij de verkoop van een apparaat tussen handelaars in EEA. De milieubijdragen worden steeds netto in de commercialisatieketen doorgegeven en duidelijk gecommuniceerd en doorberekend aan de gebruikers.

§ 5. Het beheersorganisme kan de distributiekanaalen waar AEEA wordt opgehaald op elk moment laten controleren, eventueel door een onafhankelijk bureau, om na te gaan of artikel 14 van deze milieubeleidsovereenkomst goed wordt uitgevoerd.

§ 6. De leden van de organisaties en de aangeslotenen die deze milieubeleidsovereenkomst onderschrijven, verbinden zich ertoe geen apparaten op de Brusselse markt te brengen waarop geen milieubijdrage betaald werd of waarvoor geen sluitend terugnamesysteem kan worden aangetoond.

§ 7. Wanneer het beheersorganisme een beroep doet op de inzamelpunten van de PRRP betaalt het de kosten van de inzameling en de sortering van het afval terug, volgens de tarieven en de modaliteiten die zijn vastgelegd in het contract dat wordt bedoeld in artikel 8, §4.

§ 8. Het beheersorganisme vergoedt de kleinhandelaars, de distributie en de ondernemingen van de sociale economie voor de beheerskosten voor de AEEA, minstens conform de principes van het terugbetalingssysteem dat van kracht is gedurende de periode 2002-2005 en volgens dezelfde principes in de drie gewesten. Deze terugbetaling is slechts van toepassing in het standaardscenario van ophaling van minimum 8 losse eenheden of van een boxpallet.

§ 9. In afwijking van de voorgaande paragrafen kan het beheersorganisme een andere methode voorzien voor de financiering van de huishoudelijke AEEA. Deze alternatieve methode moet ter goedkeuring worden voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM.

## HOOFDSTUK 7: SENSIBILISERING VAN DE GEBRUIKER

### **Artikel 16:**

§ 1. Naast de voorlichtingscampagnes die worden georganiseerd in uitvoering van het contract dat wordt bedoeld onder artikel 8, §4 van deze overeenkomst, verbindt het beheersorganisme zich ertoe ten behoeve van de verbruikers nationale voorlichtingscampagnes te organiseren over de terugnameplicht. Deze informatiecampagnes worden georganiseerd na overleg met de organisaties en de PRRP die de inzamelpunten beheren of vertegenwoordigen. De intensiteit, de vorm en de inhoud van de informatiecampagnes worden aangepast naargelang van de bereikte resultaten en worden opgenomen in het jaarverslag. Elke voorlichtingscampagne wordt minstens jaarlijks geëvalueerd.

§ 2. De ontwerpen van voorlichtingscampagnes worden ter goedkeuring voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM, dat zijn beslissing formuleert binnen een termijn van een maand. Indien binnen deze termijn geen beslissing wordt genomen, wordt het ontwerp geacht aanvaard te zijn. In het geval Leefmilieu Brussel - BIM per aangetekend schrijven aanvullende informatie vraagt, kan deze termijn met maximum een maand worden verlengd. Een negatief advies is bindend wanneer het behoorlijk is gemotiveerd, met verwijzing naar de bepalingen van de milieuwetgeving en/of deze overeenkomst, met inbegrip van de uitdrukkelijke doelstellingen ervan. De informatiecampagnes kunnen indien nodig worden aangepast op vraag van Leefmilieu Brussel - BIM. Elke aanpassing moet een maand vooraf ter goedkeuring worden voorgelegd aan Leefmilieu Brussel - BIM.

§ 3. De eindverkoper dient op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan te brengen waarop vermeld wordt op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van deze overeenkomst. Sensibiliseringsmateriaal wordt opgesteld na overleg met de organisaties die de eindverkopers vertegenwoordigen, en wordt ter beschikking gesteld van deze eindverkopers.

## HOOFDSTUK 8: ROL VAN HET GEWEST

### **Artikel 17:**

§ 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal bij de andere gewestelijke autoriteiten pleiten voor een harmonisering van de regelgeving inzake de terugnameplicht voor AEEA van zowel huishoudelijke als professionele oorsprong binnen de drie gewesten, na overleg met de betrokken sectoren.

§ 2. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest controleert de strikte toepassing van de terugnameplicht door alle actoren en maakt een proces-verbaal op van de overtredingen. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt zich er toe de vereiste controles te laten uitvoeren bij alle actoren.

§ 3. Teneinde de uitvoering van deze overeenkomst mogelijk te maken en de initiatieven van de organisaties of de beheersorganismen kracht bij te zetten, verbindt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich er toe, in overleg met de organisaties of de beheersorganismen, alle

hiertoe vereiste aanvullende reglementaire voorschriften op zijn niveau aan te nemen.

§ 4. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt zich ertoe de principes van deze milieubeleidsvereenkomst toe te passen bij de evaluatie van de individuele afvalbeheersplannen die in het kader van de terugnameplicht van de AEEA bij zijn diensten worden ingediend .

§ 5. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verbindt zich ertoe de gratis aanvaarding van AEEA in de inzamelpunten voor eindverkopers en consumenten te ondersteunen, met naleving de reglementaire bepalingen op het vlak van de dekking van de desbetreffende kosten.

§ 6. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdt een lijst bij van ondernemingen waarvan het individuele beheers- en preventieplan betreffende AEEA is goedgekeurd. Op hun gemotiveerd verzoek wordt deze lijst aan de beheersorganismen of organisaties meegedeeld. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal de beheersorganismen regelmatig op de hoogte stellen van de invoerders of producenten die niet deelnemen aan het collectieve systeem dat in overeenstemming met deze overeenkomst werd opgezet.

## HOOFDSTUK 9: SLOTBEPALINGEN

### **Artikel 18: Geschillencommissie**

§ 1. Eventuele geschillen tussen het beheersorganisme en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over de interpretatie en de uitvoering van de milieubeleidsvereenkomst zullen worden voorgelegd aan een geschillencommissie.

Deze geschillencommissie wordt ad hoc samengesteld (afhankelijk van de aard van het geschil) en bestaat altijd uit twee vertegenwoordigers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en twee vertegenwoordigers van de organisatie of het beheersorganisme en een voorzitter. De voorzitter wordt in consensus aangeduid door deze vier vertegenwoordigers.

§ 2. Indien over een geschil geen oplossing wordt gevonden, zal een verslag worden gestuurd naar de Minister van Leefmilieu.

### **Artikel 19: Duur en opzegging van de overeenkomst**

§ 1. De milieubeleidsvereenkomst wordt gesloten voor een duur van vijf jaar en treedt in werking op de tiende dag na de publicatie ervan in het Belgisch Staatsblad. Nadat deze periode is verstreken, kan de overeenkomst worden verlengd voor dezelfde duur, mits voorafgaande en schriftelijke toestemming van de partijen.

§ 2. De partijen kunnen deze overeenkomst te allen tijde opzeggen, op voorwaarde dat zij een opzeggingstermijn van zes maanden in acht nemen, in het geval van niet-uitvoering door een van de ondertekenende partijen of in het geval van een wijziging van de wetgeving of reglementering die wordt bedoeld in de inleiding van de overeenkomst.

De kennisgeving van de opzeg gebeurt op straffe van nietigheid, hetzij bij een ter post aangetekende brief, hetzij bij deurwaardersexploot. De opzeggingstermijn begint te lopen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving.

§ 3. In het geval van opzegging van de overeenkomst of indien ze niet wordt verlengd bij het verstrijken ervan, dienen de partijen zich te houden aan de toepasselijke reglementering die wordt bedoeld in de inleiding van de overeenkomst, en dit in overeenstemming met artikel 4 van het besluit van 18 juli 2002 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

### **Artikel 20: Wijzigingen en toevoegingen**

§ 1. De bepalingen van deze milieubeleidsovereenkomst zullen worden aangepast aan een eventueel gewijzigde Europese regelgeving op dit gebied of aan elke andere verplichting die voortvloeit uit het internationale recht.

§ 2. Tijdens de looptijd van de milieubeleidsovereenkomst kunnen de partijen aan deze overeenkomst wijzigingen en/of toevoegingen aanbrengen, volgens de procedure vervat in het decreet van 15 juni 1994 betreffende de milieubeleidsovereenkomsten. Alle wijzigingen en toevoegingen aan deze overeenkomst zijn slechts geldig indien ze blijken uit een schriftelijk akkoord dat werd ondertekend door alle partijen en dat uitdrukkelijk verwijst naar deze overeenkomst.

### **Artikel 21: Arbitrage en bevoegdheid**

In het geval van een geschil tussen de partijen met betrekking tot het ontstaan, de interpretatie en de uitvoering van deze overeenkomst – met uitzondering van geschillen tussen het beheersorganisme en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die worden opgelost overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 – kunnen de partijen ervoor opteren de geschillen te beslechten volgens de wetgeving op de arbitrage. Indien er geen consensus is om in arbitrage te gaan, wordt het geschil voorgelegd aan de bevoegde Rechtbank van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Wanneer voor arbitrage wordt geopteerd, wordt het geschil definitief beslecht volgens het Arbitragereglement van CEPINA of gelijkwaardig, door scheidsrechters die conform dit reglement zijn benoemd. Het scheidsgerecht zal uit drie scheidsrechters bestaan. De zetel van de procedure is gevestigd in Brussel. De taal van de arbitrage is Nederlands of Frans.

In afwijking van het eerste lid van dit artikel is de arbitrageprocedure niet van toepassing op de geschillen met betrekking tot facturen. In dergelijk geval komen de partijen overeen dat zij het recht hebben iedere rechtsovereenkomst die zij nuttig achten, in te leiden voor de bevoegde rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

### **Artikel 22: Strafbepaling**

Bij niet-naleving van de bepalingen van deze overeenkomst, vastgesteld door het Gewest en per aangetekend schrijven betekend aan het beheersorganisme, dient dit laatste een bijgestuurd plan in te dienen bij Leefmilieu Brussel - BIM, binnen een termijn van twee maanden na de datum van het aangetekend schrijven.

Indien Leefmilieu Brussel - BIM het plan verwerpt, dient het zijn beslissing te betekenen per aangetekend schrijven met vermelding van de motieven van de weigering en de aspecten van het bijgestuurde plan die moeten worden herzien. Het beheersorganisme dient opnieuw een herzien plan in, rekening houdend met de kritieken van Leefmilieu Brussel – BIM, binnen een termijn van een maand op straffe van een financiële sanctie van 15.000 EUR die per aangetekend schrijven wordt betekend aan Leefmilieu Brussel - BIM, zonder afbreuk aan het recht van het Gewest om de door de geldende wetgeving voorziene rechtsmiddelen en rechtsvorderingen in te zetten.

Tegen de beslissing van Leefmilieu Brussel - BIM kan beroep worden ingesteld bij de Minister van Leefmilieu, binnen een termijn van vijftien dagen na de ontvangst van de aangetekende brief. De Minister van Leefmilieu beslist over het beroep binnen een termijn van veertig dagen.

### **Artikel 23**

Deze overeenkomst werd gesloten in het Nederlands en het Frans. De teksten in beide talen zijn gelijkelijk authentiek.

### **Artikel 24: Slotbepalingen**

De overeenkomst wordt gesloten te Brussel op ..... door de vertegenwoordigers van alle partijen. Elke partij erkent haar exemplaar van de overeenkomst te hebben ontvangen.

## **VOOR HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

De Minister-President,  
Charles PICQUE,  
.....

De Minister voor Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,  
Evelyne HUYTEBROECK

## **VOOR DE ORGANISATIES**

Alia Security

ABMD VZW

Agoria Brussel

ANPEB

Fedis

FEE

Nelectra

Udias

Unamec

FEDAGRIM

IMCOBEL

GDA

UBELMA

## **BIJLAGE 1 Bijzondere bepalingen betreffende de afgedankte lampen**

Conform artikel 3 van de milieubeleidsovereenkomst gelden in afwijking van de vermelde artikelen de volgende bijzondere bepalingen betreffende de terugnameplicht voor afgedankte lampen:

- Artikel 6 - Productthergebruik - Artikel 6 is niet van toepassing op afgedankte lampen.
- Artikel 8 - Inzameling – Bijzondere bepalingen voor huishoudelijke AEEA - Artikel 8 §1 wordt als volgt aangevuld:

Wegens de risico's die komen kijken bij de terugname en de opslag van lampen met voedingsproducten, kunnen de kleinhandelaars weigeren afgedankte lampen terug te nemen. In dit geval moeten ze de gebruiker doorverwijzen naar het dichtstbijzijnde containerpark of, in het geval van een onderneming, aanbevelen dat de lampen worden bezorgd aan het afvalstelsel voor gevaarlijke producten van de onderneming.

- Financiering - Artikel 15 §1 wordt als volgt aangevuld:

Het beheersorganisme zorgt dat de milieubijdrage voor apparatuur bestemd voor huishoudelijk gebruik of vergelijkbaar gebruik in bedrijven enerzijds, en apparatuur bestemd voor professioneel gebruik anderzijds, alleen gebruikt wordt voor het beheer van de respectievelijke categorieën van apparaten. Het financieringssysteem kan evenwel uniek en ondeelbaar zijn.

## **BIJLAGE 2 Bijzondere bepalingen betreffende de medische hulpmiddelen en de laboratoriumapparatuur**

Conform artikel 3 van deze overeenkomst gelden in afwijking van de vermelde artikelen de volgende bijzondere bepalingen betreffende de terugnameplicht voor medische hulpmiddelen en laboratoriumapparatuur.

- Artikel 2 - Definities - Artikel 2 §2 wordt als volgt aangevuld:

Contaminatie: besmet of verontreinigd door micro-organismen, lichaamsvloeistoffen, radioactieve stoffen.

- Artikel 7 - Ophaling – Algemene bepalingen - Artikel 7 wordt als volgt aangevuld:

Alleen de niet-gecontamineerde of gedecontamineerde toestellen worden gratis teruggenomen. De gecontamineerde componenten van de afgedankte apparatuur zullen gedecontamineerd of gedemonteerd en als medisch afval behandeld moeten worden door de eindgebruiker.

- Artikel 9 - Ophaling – Specifieke bepalingen voor professionele AEEA - Artikel 9 wordt als volgt aangevuld:

De ophaling gebeurt op de gelijkvloerse verdieping van het gebouw.

- Artikel 15 – Financiering - Artikel 15 wordt als volgt aangevuld:

De milieubijdrage dekt de kosten door demontage in situ van bijzonder zware en omvangrijke apparaten niet.

### **BIJLAGE 3 Bijzondere bepalingen betreffende rookmelders**

Conform artikel 3 van deze overeenkomst gelden in afwijking van de bepalingen van de vermelde artikelen de volgende bijzondere bepalingen betreffende de terugname van rookmelders:

Rookmelders die behoren tot de Huishoudelijke AEEA worden uitsluitend ingezameld in containerparken, mits voorafgaande toestemming van de betrokken publiekrechtelijke rechtspersonen. De eindverkopers zijn gemachtigd de eindgebruikers van de rookmelders door te verwijzen naar de containerparken.